

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

Section ChF/DFAE

PROCES - VERBALde la séance du 8 avril 1991 à Berne, Palais fédéral, Salle No 4Président: M. Jeanneret, conseiller nationalParticipants: MM. les conseillers nationaux Engler, Mme Mauch Ursula, Rychen, Mme Ulrich

M. Felber, conseiller fédéral

M. Jacobi, secrétaire d'Etat

M. Schaller, secrétaire général

M. Godet, directeur suppléant DDIP

M. Staehelin, directeur de la DDA

M. Wilhelm, directeur suppléant DDA

M. Giovannini, vice-directeur DDA

M. Iten, vice-directeur de la Direction administrative

Excusé: M. Etique, conseiller nationalSecrétariat: Mme Bardin ArigoniProcès-verbal: Mme Probst (a)
Mme Besson (f)**Ordre du jour:****Rapport de gestion 1990 du Département fédéral des affaires étrangères**

Gestion 1990 du Département fédéral des affaires étrangères

PREMIERE PARTIE

M. Felber: L'élément important à souligner est l'accélération des événements internationaux, leur multiplication et les tâches de plus en plus nombreuses qui sont confiées au DFAE. Les difficultés sur le plan de la gestion proviennent des réponses à donner à tous les problèmes nouveaux qui nous sont posés et à l'attente du Parlement et du public sur ce que la Suisse fait ou pourrait faire. Les réponses sont parfois difficiles à donner puisque nous devons le faire dans le cadre d'une politique de plafonnement du personnel et d'augmentations budgétaires relativement limitées, ce que nous admettons d'ailleurs sur le plan de la saine gestion financière de la Confédération, mais qui ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes à notre département. Dans les propositions que je fais régulièrement au Conseil fédéral, il y a la nécessité de faire très attention à la politique que nous menons, il s'agit de pouvoir intervenir et marquer notre solidarité avec divers pays ou mouvements au moment où cela s'avère nécessaire et où nous pouvons engager la Suisse dans une action qui sera la bienvenue.

Lors de mon récent voyage en Iran et en Turquie, deux éléments me paraissent intéressants sur le plan général. Tout d'abord les contacts en Iran ont précisé que la participation de la Suisse à la condamnation de la violation du droit international par l'Irak a été appréciée par nos interlocuteurs des deux pays. Deuxième élément, l'Iran a plus particulièrement apprécié la position de neutralité de la Suisse puisqu'elle-même l'avait adoptée lors du conflit militaire. Cette position mérite d'entraîner de notre part une réflexion à terme sur notre politique de neutralité. Comme vous le savez, la Suisse représente les intérêts des Etats-Unis en Iran, ce qui nous a donné passablement de charges durant le conflit du Golfe où nous étions les courriers pratiquement quotidiens entre les Etats-Unis et le gouvernement iranien dont un envoyé siégeait presque à demeure à la résidence de notre ambassadeur pour attendre au fur et à mesure les réponses aux questions qui se posaient. Ces mandats sont lourds à assumer, surtout lorsqu'il s'agit d'une représentation aussi importante que celle des Etats-Unis, compliquée encore par la situation régionale.

Les Iraniens se trouvent avoir choisi de ne plus s'appuyer sur les deux grandes puissances, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, mais désirent très clairement améliorer leurs relations avec les pays occidentaux européens et sortir de leur isolement qui leur coûte très cher politiquement et économiquement. Même si ce n'est pas la majorité du gouvernement, et du Parlement, il y a parmi eux un groupe d'hommes puissants qui sont favorables à cette ouverture.

D'autre part, l'Iran aura son mot à dire dans la solution des problèmes du Moyen-Orient et du Golfe Persique; elle rappelle qu'elle est le plus important pays du Golfe et craint d'être isolée par les Arabes, car l'Iran n'est pas un pays arabe.

Au travers du gouvernement de la Turquie qui a une politique européenne moderne, ouverte, démocratique dans la mesure du possible, on perçoit les efforts permanents

de ce pays pour devenir européen. Toutefois, le gouvernement se heurte aujourd'hui déjà à des mouvements d'intégrisme musulmans qui sont minoritaires mais qui ont une certaine influence dans la partie orientale du pays.

Indépendamment des problèmes bilatéraux qui sont posés par les droits de l'homme, requérants d'asile, etc dont nous avons largement discuté, nous nous sommes trouvés là au moment du déclenchement de la plus forte attaque contre les populations civiles kurdes de l'Irak. L'Iran a demandé une aide internationale pour accueillir un certain nombre de réfugiés kurdes, bien qu'elle en abrite déjà 500'000 dont la plupart sont arrivés en 1988. La Turquie évalue à près de deux millions les Kurdes irakiens qui sont en déplacement à l'intérieur de l'Irak. La situation est tragique et ces Kurdes qui arrivent dans la neige après avoir traversé leurs montagnes, se trouvent dans une zone extrêmement faible dans la quelle il n'y a que 50'000 Kurdes turcs regroupés dans de très petits villages où il n'y a ni les structures d'accueil, ni la nourriture nécessaires. Ces gens meurent de faim et de froid et, selon le président de la République, les effets de l'embargo ont été terribles dans cette région. La situation est catastrophique. Ces gens ont tout d'abord besoin d'abris, d'où la décision de la Suisse d'envoyer des tentes, et des couvertures. S'agissant des vivres, c'est difficile de faire parvenir ce qui convient et la Turquie en possède en suffisance. Ce qu'elle préférerait, c'est que la nourriture qu'elle va livrer à la population kurde lui soit payée. L'Iran est dure vis-à-vis de la coalition, car elle estime qu'elle n'a pas mesuré les conséquences de la guerre et maintenant elle laisse massacrer les Kurdes.

La Turquie pose la question de savoir si ce qui se passe actuellement en Irak relève encore du droit interne?

Hr. Jacobi hatte am letzten Freitag in Luxemburg ein Gespräch mit Hrn. Aussenminister Poos. Er teilte mir mit, wenn es zu einer Erweiterung der Europäischen Gemeinschaft komme, würde diese am liebsten paketweise verhandeln (gedacht werde beispielsweise an ein Paket mit den Neutralen und Norwegen). Er bestätigte mir, dass die Gemeinschaft vor einer Erweiterung die politische sowie die Wirtschafts- und Währungsunion verwirklichen möchte. Diese sollten bis Ende 1992 wenn nicht Wirklichkeit, so doch auf dem Papier vorhanden sein.

Hr. Engler: Könnte der Dalai Lama nicht als geistiges Oberhaupt Tibets von Hrn. Bundesrat Felber oder sogar vom Bundespräsidenten empfangen werden? Als neutrales Land sollte die Schweiz Tibet nicht ganz vergessen!

Welche Auswirkungen wird das Erstasyl-Abkommen von Dublin auf die Schweiz haben? Welche Kontakte bestehen zwischen EDA und EJPD im Bereich Asylwesen?

Zur Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas: Ich habe nichts gegen die Pro Helvetia, die nach meiner Auffassung gute Arbeit leistet, doch bezweifle ich, dass der Bereitstellung von Künstler-Ateliers erste Priorität eingeräumt werden muss. Was geschieht sonst noch in diesem Zusammenhang?

M. Felber La Suisse ne reconnaît pas le Tibet comme état souverain mais est toutefois prête à recevoir le Dalaï Lama en sa qualité de chef religieux. Pour des questions

de règles protocolaires, il ne sera pas reçu par le président de la Confédération, mais par moi-même. Nous savons que la Chine n'apprécie pas ce genre de manifestation, mais nous n'avons pas peur de ses récriminations et nous avons décidé cette année d'intensifier nos contacts avec ce pays où le secrétaire d'Etat se rendra au mois de mai.

Les problèmes d'asile sont des problèmes difficiles et de la compétence du DFJP, Délégué aux Réfugiés. Nous avons au DFAE un coordinateur pour les affaires internationales qui est à même de conseiller le Délégué aux Réfugiés. Les contacts avec le DFJP sont donc réguliers. Il peut arriver qu'un groupe de réfugiés soit renvoyé sans que nous ayons eu le temps de préparer leur retour dans leur pays et qu'il en découle quelques problèmes sur place.

Concernant l'Europe de l'Est, il faut être prudent lorsque l'on parle de culture car, dans la culture, sont intégrés tous les éléments de culture politique et nous pas uniquement des échanges culturels. Normalement, dans ces pays, nous travaillons sur la base de projets demandés par eux-mêmes, ce n'est pas nous qui les imposons.

Hr. Rychen (zur Entwicklung in Angola): Sieht der Bundesrat eine Möglichkeit, einen Beitrag zum Friedensprozess in Angola zu leisten? Wird Hr. Savimbi von der UNITA bei seinem Schweizer Besuch vom Bundesrat empfangen?

Hr. Jacobi: Ich werde mit Hrn. Savimbi am 2. Mai in Abwesenheit von Hrn. Bundesrat Felber ein Gespräch führen. Die Gespräche zwischen Regierung, MPLA und UNITA werden vor allem von Portugal arrangiert. Die letzten Gespräche endeten ohne Resultat. Man hat sich darauf geeinigt, dass weiterhin Portugal vermittelnd tätig sein soll (es wird sowohl von den USA, wie von der UdSSR unterstützt). Streitpunkt ist zurzeit der Termin der Wahlen: Savimbi ist bereit, die Feindseligkeiten einzustellen, wenn er der Wahltermin festgelegt ist (er möchte einen möglichst frühen Termin, die Regierung einen möglichst späten).

M. Jeanneret: Pour résumer la situation du point de vue de la gestion, on peut dire qu'il y a à la fois multiplication et accélération des problèmes. Quant aux conséquences à tirer pour le DFAE, s'agit-il de conséquences quantitatives ou qualitatives ou d'un double phénomène?

M. Felber: Il y a double phénomène: quantitatif par l'augmentation du volume des mandats et nous essayons d'y palier par une restructuration au niveau qualitatif du département afin d'être mieux à même de répondre aux demandes toujours plus nombreuses.

Frau Ulrich: Sie weisen darauf hin, dass im Rahmen der UNO neue Aktivitäten in den Bereichen Umwelt und Drogenbekämpfung hinzugekommen sind. Zwischen den Zeilen ist angetönt, dass man mit den bisherigen Mitteln nächstens an die Grenzen der personellen Möglichkeiten stosse. Müssen neue Stellen geschaffen werden, oder könnten die zusätzlichen Aufgaben allenfalls mit Umstrukturierungen bewältigt werden?

M. Felber: Il est très difficile d'y répondre immédiatement. Nous avons constaté dans cette augmentation des crises internationales que les mandats qui nous sont confiés et les demandes qui sont faites par les Nations Unies sont tels qu'un jour nous devrions peut-être dire non car tout simplement nous n'arriverons plus à satisfaire toutes ces demandes. Il est très important pour nous de savoir que lorsque nous nous engageons dans une action, elle peut s'appuyer sur une action coordonnée des autres états ou des Nations Unies.

Frau Ulrich: Ich beziehe mich eher auf die Vertretungen der Schweiz bei der UNO (Sie sprechen im Bericht ganz konkret den Drogenbereich an). Ich habe gehört, die Schweiz hätte einen Spezialisten delegieren können; aus welchem Grunde kam dies nicht zustande?

M. Schaller: Das Bundesamt für Gesundheitswesen war eingeladen worden, für diesen Posten einen Kandidaten zu stellen. Die Suche hat so lange gedauert, dass die Frist abgelaufen war. Unser Fehler liegt allenfalls darin, dass wir nicht rechtzeitig moniert haben.

Zu den personellen Engpässen im Bereich der internationalen Organisationen: für die Konferenz über Umwelt und Entwicklung, die nächstes Jahr in Brasilien stattfindet, laufen zurzeit Vorbereitungskonferenzen. Andere Länder beschicken sie mit Dutzenden von Beamten, bei uns befassen sich höchstens eine Handvoll Leute damit.

Zur Drogenbekämpfung: Ein Mitarbeiter der Direktion für internationale Organisationen befasst sich mit dem internationalen Drogendossier; dies war aber nur durch eine interne Umstrukturierung möglich.

Hr. Engler: Könnte die Schweiz bei ihren Vertretungen im Ausland (ähnlich wie das CIA) "Drogenbeamte" beschäftigen?

M. Felber: Il y a des domaines dans lesquels nous devrions avoir des représentants spécialisés comme par exemple pour la drogue et l'environnement, mais nous n'avons pas le personnel nécessaire. Ce que nous essayons de réaliser actuellement, c'est de placer dans un groupe de pays un diplomate spécialisé qui s'occupe de ces dossiers et qui couvre plusieurs pays. Mais là nous manquons de personnel. Nous avons ouvert une nouvelle porte en acceptant d'avoir des attachés scientifiques pour tout le domaine de la recherche fondamentale qui nous seront proposés par le Département de l'intérieur.

DEUXIEME PARTIE

A. Secrétariat général

M. Jeanneret a rencontré M. Schaller dernièrement. Les questions concernant le Secrétariat général seront traitées sous la rubrique direction administrative.

B. Direction politique

Frau Mauch: Im Bericht der politischen Direktion fehlt mir die politische Gewichtung der verschiedenen Begegnungen (die Aufzählung der einzelnen Treffen könnte auch tabellarisch erfolgen).

M. Felber: J'accepte cette remarque critique car je ne suis personnellement pas très satisfait de ce rapport mais, comme je l'ai dit au début de la séance, il est passablement raccourci par rapport aux textes que nous recevons lorsque nous le rédigeons. Il y a deux ans, nous avons demandé au Conseil fédéral de pouvoir procéder comme vous le suggérez, c'est-à-dire établir une liste des visites que nous faisons à l'étranger ou des gens que nous recevons, et ensuite conserver le rapport avec des éléments politiques plus importants. Malheureusement la proposition a été refusée.

M. Jeanneret relève que ce matin nous avons examiné le problème forme et contenu du rapport de gestion de la Chancellerie et les remarques faites allaient dans le même sens.

C. Direction des organisations internationales

Frau Ulrich (zum Kapitel Kulturelle Angelegenheiten): Frau Stamm hat in einem Vorstoss gefordert, im Geschäftsbericht sei auf die Vertretung der Frauen hinzuweisen. Auf Seite 60 erwähnen Sie ein Kulturseminar für 20 Mitarbeiter im Ausland. Nahmen daran nur Männer teil? Der Anteil Frauen sollte ausgewiesen werden. In welchen Positionen beschäftigt das EDA Frauen? Wieviele Frauen nahmen an den auf Seite 81 erwähnten Aus- und Weiterbildungskursen und -seminaren teil?

Hr. Schaller: Unter den Kulturattachés sind nicht besonders viele Frauen. Hingegen gibt es mehrere Mitarbeiterinnen, die sich unter anderem mit kulturellen Fragen befassen. Der Anteil an Frauen ist in der EDA-Zentrale durchaus sehenswert. Die Kultursektion wird von einer Frau geleitet und die Stellvertreterin ist ebenfalls eine Frau. Bei der Aufnahme junger Leute in den diplomatischen Dienst melden sich immer etliche Frauen.

Hr. Jacobi: Im Januar dieses Jahres haben wir 16 Diplomaten-Anwärter aufgenommen, ein Viertel davon sind Frauen. Frau Uchtenhagen ist Mitglied der Aufnahme-Kommission. Wir achten - ohne einen Frauen-Bonus zu schaffen - darauf, dass immer auch Frauen aufgenommen werden. In der Regel haben wir gute Kandidatinnen.

Frau Ulrich: Mich interessiert, wieviele der 46 Kandidaten, die sich für die Zulassungsprüfung für den diplomatischen Dienst gemeldet haben, Frauen waren.

M. Felber: Dans le cadre de la carrière diplomatique, le problème est un peu différent en ce sens que la formation préalable que nous demandons est longue puisqu'on ouvre l'examen jusqu'à l'âge de 32 ans. La proportion des femmes est difficile à augmenter, car ou bien ces jeunes femmes qui étaient intéressées renoncent parce qu'entretemps elles se sont mariées, ou renoncent en cours de carrière car elles désirent fonder une famille et ainsi, nous perdons un certain nombre de nos représentantes.

Hr. Schaller wird der Sektion Zahlenmaterial zur Verfügung stellen, das auch Auskunft darüber gibt, wieviele Frauen in welchen Chargen beschäftigt sind.

D. Direction du droit public international

Suisses à l'étranger (requête ASSAOM)

M. Jeanneret: rappelle qu'en ce qui concerne le côté confidentiel de ces débats, c'est un problème auquel la section du DFAE a attaché une certaine importance et en tant que membre et président de cette section, je suis parti de l'image suivante: chaque nouveau parlementaire est interpellé par une série de gens qui viennent dans les couloirs dire qu'il y a les suites de ceci et cela et, lors de la première année, nous avons 20 ou 50 questions- interpellations des nouveaux parlementaires sur tel ou tel sujet. De guerre lasse, nous avons estimé qu'il fallait être renseignés par le département, mais au niveau de la section, ensuite de quoi nous informons la commission plénière, voire le plénum et l'opinion publique sur quelques principes fondamentaux. On peut toutefois dire que depuis quelques années, le climat s'est allégé, et les choses se sont calmées. A propos de la plainte ASSAOM que nous traiterons tout à l'heure, on a bien voulu nous remettre un document qui fait le point et j'ai demandé au département que M. Felber et ses collaborateurs puissent introduire le sujet et faire le point sur l'état de l'ensemble de ces problèmes afin de savoir jusqu'où nous étions concernés.

Hr. Engler: Welche Auswirkungen wird das Abkommen von Schengen auf die Schweiz haben? Wird ein Ausbau der Grenzkontrollen nötig sein?

M. Felber: Les cas en suspens sont évidemment les plus difficiles et pour lesquels nous n'arrivons pas à aboutir. Aujourd'hui, la situation se présente comme suit: l'exécution de l'accord avec le Zaïre est terminée. Les Chambres ont ratifié la décision d'indemniser les Suisses de l'ex Congo belge, du Ruanda / Burundi en matière de sécurité sociale. Il s'agit d'un cas particulier, car ces personnes avaient perdu les droits sociaux qu'elles avaient normalement acquis en cotisant à une caisse d'assurance sociale d'un pays étranger, en l'occurrence la Belgique. Nous leur avons versé une somme forfaitaire en soulignant toutefois que nous ne tenions pas la Belgique pour quitte dans cette affaire. En ce qui concerne l'Union soviétique, nous avons si-

gné un accord, mais le Conseil fédéral a décidé de ne pas le soumettre maintenant pour ratification dans les conditions politiques actuelles, car il s'agit uniquement des indemnités qui seraient payées sur toutes les nationalisations intervenues après 1939 avec tous les problèmes des Etats baltes que l'Union soviétique a englobés.

Nous pensons que ce n'est pas le moment de justifier indirectement l'annexion des Etats baltes, en acceptant que ce soit l'Union soviétique qui paie pour ces nationalisations. Par contre, nous n'avons pas toujours pu avancer comme nous l'aurions désiré en ce qui concerne les événements d'avant 1939, c'est-à-dire depuis la révolution soviétique de 1917.

Depuis la réunification allemande, une procédure a été mise en place afin de restituer ou d'indemniser tous les dommages patrimoniaux qui ont eu lieu dans l'ancienne RDA. Les Suisses ont pu faire valoir leurs droits mais la procédure est longue et fastidieuse.

L'année dernière, M. Godet a été envoyé en Chine, et les négociations avec ce pays étaient bloquées. Un télégramme est arrivé très dernièrement de Pékin et il semblerait que la Chine soit décidée à traiter sur une base plus réaliste.

En ce qui concerne l'Algérie, elle refuse le point de vue suisse en disant que ce qui s'est passé dans le pays pendant la révolution regarde la France qui avait occupé leur territoire.

M. Godet: S'agissant des Suisses du Congo, nous aurions pu penser qu'après le crédit de 25 millions voté par le Parlement, nous aurions connu un répit sur le front des opérations intérieures. Or M. Brunner continue à harceler l'administration et exige que celle-ci prélève sur chaque indemnité à verser aux ayant-droits une redevance de 15% que la personne soit ou non membre de l'association de défense des Suisses du Congo, en paiement des nombreuses démarches et interventions de ladite association. Nous ne pouvons pas souscrire à ces vues-là car il s'agit d'une créance sociale qui n'est pas cessible. L'administration ferait fausse route si elle suivait les propositions de M. Brunner.

Hr. Schaller wird der Sektion zu gegebener Zeit den aktualisierten Bericht über die verschiedenen Entschädigungscontentieux zustellen.

(zu Hrn. Engler): Das Abkommen von Schengen fällt in erster Linie in den Kompetenzbereich des EJPD. Eine Expertenkommission unter der Leitung von Hrn. Nationalrat Leuba wurde mit der Abklärung des Fragenkomplexes beauftragt (auch im Hinblick auf die Schaffung des Europäischen Wirtschaftsraums). Ein Mitarbeiter der Völkerrechtsdirektion ist an den Arbeiten beteiligt.

Requête M. Schneider, Reichenau

Mme Bardin: Un ressortissant suisse vivant en Equateur a dû quitter ce pays pour des raisons de justice et a été rapatrié par l'intervention de l'ambassade. Dans sa plainte à la Commission de gestion, il indique qu'il a été rapatrié contre sa volonté et à ce sujet deux lettres de votre département des 11 et 20 décembre 1990 manquent dans notre dossier. La Commission désirerait également savoir si ce M. Reichenau est en possession de papiers valables.

Hr. Schaller wird der Sektion die gewünschten Angaben nachliefern.

Frau Mauch (zur Entwicklung des Völkerrechts): Im Zusammenhang mit der Tragödie der Kurden sagte Hr. Dumas, bei einem Genozid sollte das Prinzip der Nichteinmischung in die inneren Angelegenheiten eines anderen Staates durchbrochen werden können. Wie stellen Sie sich dazu?

M. Felber: J'ai déjà parlé de cette question avant votre arrivée et je répète que nous sommes aujourd'hui victimes du respect du droit international public. Est-il encore possible de laisser faire n'importe quoi sous le couvert de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un état.

M. Godet: Le ministre français des affaires étrangères, M. Dumas a fait des déclarations concernant ce que les Français appellent le devoir d'ingérence. Lorsque les violations des droits de l'homme sont trop évidentes et choquent l'opinion générale, on ne peut pas faire simplement état du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures et l'on pourrait admettre que le droit international n'est pas immuable. Il y a actuellement une évolution en cours qui amorce des changements au niveau du droit international.

E. Direction de la coopération au développementPoint fort:Schéma directeur (question 3)

Hr. Staehelin: In den vergangenen zwei Jahren haben wir das Leitbild der DEH für die 90er Jahre ausgearbeitet. Es umfasst folgende Dokumente:

- eine Kurzfassung des Leitbilds,
- die Bedürfnisse im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit
- die Politik der DEH für die 90er Jahre,
- die Grundsätze für die Organisationsentwicklung in der DEH sowie
- die Personalpolitik der DEH.

Bei allen diesen Papieren handelt es sich in erster Linie um Führungsinstrumente für die Direktion selbst. Sie sollen uns erlauben, alle Kräfte der DEH zu koordinieren und

zusammenzufassen und auf die dargestellten Ziele auszurichten. In zweiter Linie sollen sie auch dazu dienen, dem Parlament und unseren Partnern (den Hilfswerken und den Entwicklungsländern) unsere Politik darzulegen.

M. Giovannini: Nous avons mis en place cette politique en même temps qu'ont été préparés les messages du Conseil fédéral du 21 février 1990 sur la continuation de la coopération technique ainsi que sur la poursuite des mesures en matière commerciale et économique. Notre image directrice reflète la politique que le Conseil fédéral a définie dans ses messages et il s'agit dès lors d'une opérationnalisation pour notre usage interne et non d'une politique nouvelle.

Mme Bardin Arigoni: S'agissant de la question 3, schéma directeur, comment interprétez-vous la réponse de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures qui considère que le schéma directeur n'engage que la Direction de la coopération au développement? Je pose la question dans le sens que la DDA a un rôle important de coordination tant en Suisse qu'à l'étranger.

Hr. Staehelin: Wenn Sie den Text prüfen, stellen Sie fest, dass wir die Aufgaben der DEH in affirmativer Weise formuliert haben (auch als Aufgaben gegenüber anderen Bundesämtern und gegenüber dem BAWI). Das BAWI hat darauf reagiert und festgehalten, dass es sich dabei um unsere Verantwortung handle (es stellt damit unsere Verantwortung als Koordinationsstelle nicht in Frage).

M. Giovannini (à M. Jeanneret) Il ne s'agit absolument pas d'une divergence de fond. Nous avons eu des discussions avec les responsables de l'OFAEE qui ont estimé qu'ils n'avaient pas à accepter ou refuser ce texte, mais qu'il s'agissait bien de notre domaine de compétence.

Frau Mauch: In den Grundsätzen der Organisationsentwicklung werden keine Ziele der Politik genannt. Die schweizerische Entwicklungszusammenarbeit hat sich vorwiegend auf Projekte für die arme Bevölkerung ländlicher Gebiete konzentriert. Das Elend ist aber je länger je mehr in den Städten anzutreffen; soll in Zukunft die urbane Entwicklungszusammenarbeit in den Mittelpunkt gestellt werden?

Hr. Wilhelm: Seit ungefähr sechs Jahren haben wir auch im urbanen Bereich kleinere Aufgaben übernommen (beispielsweise in Indonesien und in Duala). Diese Projekte sollen nun angesichts der grossen Bedürfnisse systematisch weiterentwickelt werden. Wir müssen uns jedoch auf Arbeitsbeschaffungsmöglichkeiten und auf die Stimulierung der lokalen Bevölkerung (Hilfe zur Selbsthilfe) beschränken.

Hr. Staehelin: Die Schwergewichte der Materie sind in der Bedürfnisanalyse und in den Grundsätzen der Politik festgehalten. Es handelt sich dabei um eine Analyse der Politik der 90er Jahre der Geberländer, wie sie im Rahmen des Entwicklungshilfekomitees gemacht worden ist. Es geht dabei vor allem um die Verstärkung der Fähigkeit der armen Länder, sich mit den eigenen Problemen selbst auseinanderzusetzen.

Questions fondamentales (question 2)

Hr. Staehelin: Wir haben Ihnen eine kurze Zusammenfassung über die Folgen, die der Untersuchung Basler gegeben worden sind, zugestellt. Die von Hrn. Basler aufgeworfenen Fragen haben zu grundsätzlichen Diskussionen in der Konsultativkommission für Entwicklungszusammenarbeit geführt und die weitere Entwicklungszusammenarbeit der DEH und des Bundes stark beeinflusst. Eine weitere Folge der Studie Basler war ein gemeinsamer Bericht der DEH und des BAWI über zehn Jahre Entwicklungszusammenarbeit. Er zeigt auf, wie wichtig es ist, dass man nicht in Projektdenken verhaftet bleibt: Entwicklungsarbeit muss als Teil eines sehr komplexen Prozesses von verschiedenen Politiken (Entwicklungszusammenarbeit, Handels- und Migrationspolitik, usw.) verstanden werden. Dieser Gedanke wird auch vom Parlament weiterverfolgt: der Ständerat hat den Bundesrat beauftragt, einen Bericht über ein Nord-Süd-Leitbild vorzulegen. Darin sollen die Zielkonflikte innerhalb der Politik des Bundes aufgezeigt werden.

Hr. Wilhelm (auf Frage von Hrn. Jeanneret): Mit den Regisseuren und mit den Hilfswerken, mit denen wir direkt zusammenarbeiten, haben wir von Zeit zu Zeit Zusammenkünfte, an denen aktuelle Probleme behandelt werden. Ein Thema waren zum Beispiel die wirtschaftlichen Probleme Afrikas und verschiedener anderer Kontinente, die Strukturanpassungsmassnahmen erfordern. Diese Aussprachen haben zu Verständigungslösungen geführt und wir beabsichtigen, sie in Zukunft noch zu vertiefen.

Mit den einzelnen Hilfswerken finden jährliche Programmbesprechungen statt, an denen sich beide Seiten über die grundsätzlichen Probleme verständigen. Auch dabei handelt es sich um eine Umsetzung der Vorschläge von Hrn. Basler.

Hr. Staehelin: Gleich zu Beginn meiner Amtszeit in Bern wurde ich mit Ihrem Auftrag an Hrn. Basler konfrontiert. Während der Untersuchung führten wir einige intensive Gespräche mit dem Experten und anschliessend setzten wir uns gründlich mit seinem Bericht auseinander. Dieser hat für unsere Arbeit wertvolle Impulse geliefert (auch inbezug auf die Zusammenarbeit mit dem BAWI). Wir sind jederzeit bereit, derartige externe Evaluationen zu unterstützen. Sie tragen zur Stärkung des gegenseitigen Vertrauens bei und helfen uns, unsere Arbeit besser zu erledigen.

Hr. Wilhelm: Untersuchungen über die Folgen des Projekts IHDP haben gezeigt, dass die landwirtschaftliche Produktion in den 15 Jahren des Projekts praktisch um 40% gestiegen ist.

F. Direction administrative et du service extérieur

Presse et information (question 1)

M. Felber: Durant la crise du Golfe, l'information du Département a été satisfaisante et cela grâce à la disponibilité de nos collaborateurs. Un certain nombre de points particuliers seront corrigés à l'avenir par la mise en place de certaines structures afin de nous permettre de mieux répondre aux événements. Au cours de la phase d'adoption des sanctions, nous avons eu une très bonne collaboration avec les autres départements. Dans la phase de la garde des otages, nous avons constaté beaucoup de polémique et de critiques qu'il était difficile de maîtriser dans la mesure où une partie de la presse ne rendait compte de l'opinion que d'une partie des otages. Il y a eu la phase d'action discrète de la diplomatie durant laquelle nous avons pris des contacts avec les pays intéressés à la solution de la crise du Golfe et à la libération des otages en particulier.

La cellule de crise a constitué la plaque tournante de l'information. Le service de presse et d'information a donné pratiquement quotidiennement des "briefings" à la presse; le service de permanence a été élargi, ce qui a permis de réagir rapidement également en-dehors des heures de travail. Toutefois, des problèmes ont surgi sur le plan de la collaboration interdépartementale. Nous avons une très bonne liaison avec les services du Département militaire, mais les services de presse des autres Départements n'étaient parfois que difficilement atteignables. Maintenant, nous avons envisagé de mettre en place, au moment d'une crise, des dispositifs de permanence dans tous les Départements.

La coordination a été décidée par le Conseil fédéral et au début de la crise, la presse a parlé de précensure. Il ne s'agissait pas de censure, mais de donner l'occasion à la Chancellerie fédérale de recevoir de tous les Départements les informations précises à communiquer au public, de manière à ce que nous n'ayons pas deux Départements qui publient, à une heure d'intervalle, des informations sur le même sujet. Il s'agissait également de faire en sorte que certaines déclarations soient raccourcies ou évitées. Ce dispositif de coordination a relativement bien fonctionné. Une coordination est également nécessaire en ce qui concerne l'information interne des Conseillers fédéraux. Nous estimons qu'en ce qui concerne l'expression vis-à-vis de l'opinion publique en période de crise, c'est la Chancellerie qui doit pouvoir s'exprimer au niveau du gouvernement et ce sont les services de presse qui doivent renseigner au niveau des Départements.

M. Jeanneret: souligne que depuis l'affaire Tchernobyl, le niveau de l'information s'est nettement amélioré.

M. Felber (à M. Jeanneret): Si la crise du Golfe avait duré, nous aurions probablement été confrontés à un problème de relève. J'attends un rapport de l'état-major de crise qui doit nous faire part de tous les problèmes rencontrés.

Hr. Schaller: Die Golfkrise hat die personellen Grenzen des Informations- und Pres-sedienstes aufgezeigt. Dies hängt auch damit zusammen, dass wir der Oeffentlichkeit nicht allzuvielen Gesichter präsentieren wollen. Bei einer längeren Dauer der Krise hätten wir eine Verstärkung in Aussicht nehmen müssen.

Instruments de la communication du DFAE (question 5)

M. Jeanneret: rappelle que l'année passée, la Commission avait accordé de l'importance aux moyens d'information. Nous avons un rapport daté du 6 mars et j'ai demandé au secrétaire général qu'il établisse une comparaison afin de savoir si les choses se sont améliorées.

M. Felber: Ces moyens d'informations, de plus en plus indispensables aujourd'hui, doivent être rapides et modernes. Nous avons à faire face à une double pression, d'une part à de nouvelles tâches et, d'autre part au plafonnement du personnel et des moyens budgétaires mis à notre disposition. Nous avons essayé d'obtenir une infrastructure plus moderne pour faire face à nos besoins et nous devons vous remercier d'avoir appuyé ce point vue. A Berne, la pièce maîtresse, c'est la saisie, le traitement et l'expédition des messages télex et fax et ces opérations doivent être assistées par ordinateur. Ce projet compact s'appelle TELEPRINT et nous avons cette année fr. 695'000.-- au budget pour engager ce projet.

A l'étranger, au niveau du matériel, nos efforts se concentrent sur les moyens techniques suivants: un nouvel appareil à chiffrer (nos appareils sont démodés et n'offrent plus la sécurité nécessaire), des terminaux par satellites car beaucoup de nos missions ne peuvent être atteintes que par ce moyen-là, les téléfax, la radio locale sans fil (qui en quelque sorte remplace le téléphone) et, dernier élément, la réception TV par satellite (il faut être sûr que toutes nos missions reçoivent les informations).

Hr. Iten (auf Frage von Hrn. Jeanneret): An der Zentrale wird das Projekt TELEPRINT Ende Jahr zu laufen beginnen; vorausgegangen sind langwierige Studien und parallel dazu musste der laufende Betrieb aufrechterhalten bleiben.

Im Ausland ist unser Hauptprojekt das neue Chiffriergerät, das als Ersatz für das veraltete, seit 1976 im Einsatz stehende und die Sicherheit nicht mehr gewährleistende Gerät vorgesehen ist. Das Projekt wird 14 bis 15 Mio. Franken kosten. Gewählt wurde ein Produkt der Schweizer Firma Omnicom, Zürich. Die ersten Apparate sollten gegen Ende Jahr ausgeliefert werden können. Es handelt sich um ein sehr modernes Gerät, das mehr Komfort bietet und erlaubt, abstrahlsicher zu arbeiten. Wir hoffen, bis spätestens 1994 alle vorgesehenen Posten ausrüsten zu können.

Bei den Satelliten-Terminals sind wir wegen des Satelliten-Betreibers etwas im Rückstand. Es handelt sich um eine Firma in Grossbritannien, die eigentlich auf den Satelliten-Verkehr zwischen Meerschiffen spezialisiert ist. Wir können auf diesem ökonomischen Wege Nutzniesser eines weltumspannenden Kommunikationssystems werden, ohne dass wir allzu grosse Installationen vornehmen müssen.

Der Telefax hat in den letzten Jahren ausserordentlich an Bedeutung gewonnen. In den letzten drei Jahren sind über 100 zusätzliche Apparate im Ausland installiert worden. Ausser den Vertretungen in Havanna, Luanda und Tripoli, wo Probleme mit der lokalen Telefon-Infrastruktur bestehen, verfügen nun alle Vertretungen über einen Telefax, was einen echten Fortschritt bedeutet. 1990 haben wir mit der Einführung der

neuen Krypto-Faxe begonnen; sie haben sich sehr bewährt. Bis Ende dieses Jahres werden die wichtigsten Vertretungen darüber verfügen können.

Das Lokal-Funk-Netz setzen wir dort ein, wo das örtliche Telefonnetz sehr schlecht ist. Es hat sich während der Golf-Krise als sehr nützlich erwiesen (zu diesem Zeitpunkt haben wir auch erstmals ein Set mit einer mobilen Relais-Station auf die Beine gestellt).

Zum TV-Empfang über Satellit: Wir haben mit dem Amt für Bundesbauten eine jährliche Kredittranche von Fr. 150'000.- für die Installationen vereinbart. Im Schnitt können wir jährlich fünf Vertretungen ausrüsten. Wo lokale Kabelnetzwerke bestehen, benötigen wir diese.

Die Einführung neuer Projekte erfordert am Anfang einen zusätzlichen personellen Aufwand, bevor ein Rationalisierungseffekt eintritt. Wenn uns die Finanzen nicht gekürzt werden und die vorgesehenen personellen Massnahmen spielen, sollten wir Mitte 1995 weltweit über ein gutes Verbindungsnetz verfügen können.

(auf Frage von Hrn. Engler): Das EDA verfügt über keine Krypto-Telefone. Es gibt nichts Schlimmeres, als eine Scheinsicherheit; wir gehen deshalb immer davon aus, dass wir weltweit abgehört werden können. Grundsätzlich können Faxe so einfach geknackt werden, wie Telefonate. Nur auf den Leitungen der Bundeszentralverwaltung und des EMD (Linien 61 und 67) sollen nach Aussagen der Fachleute Mitteilungen vertraulicher Natur weitergeleitet werden können.

(auf Frage von Hrn. Jeanneret, wieviel zusätzliches Personal nötig wäre, um die Bedürfnisse in diesem Bereich abdecken zu können): Interne Personalverschiebungen werden nötig sein. Zusätzlich ist die Inanspruchnahme von Dienstleistungen der Lieferfirmen vorgesehen (es hätte wenig Sinn, nur für die Uebergangszeit Leute zu engagieren). Eine Erstreckung der Einführung scheint uns nicht sinnvoll.

Hr. Rychen stellt erfreut fest, dass das EDA grosse Anstrengungen unternimmt, moderne Kommunikationsmittel einzuführen.

Zur Personalpolitik: Etwa alle vier Jahre werden die Diplomaten versetzt. Das System hat sich im grossen und ganzen bewährt. Sehen Sie eine Möglichkeit, junge begabte Diplomaten/innen rascher aufsteigen zu lassen, als dies bisher üblich war?

M. Felber: J'aimerais d'abord préciser que la durée de 4 ans dont parle M. Rychen est une durée moyenne et non applicable dans tous les cas. Il y a beaucoup de raisons qui nous obligent à être plus souples. Sur le plan de la carrière, c'est un des points de notre réflexion qui a été soulevé lors d'un séminaire et je suis d'avis qu'il faut accélérer la carrière. Ca signifie qu'il faut aussi mettre en valeur des fonctions dans la diplomatie qui ne sont pas celles d'ambassadeur. Se pose également le problème de la mise à la retraite où je souhaite, en accord avec mon collègue du Département des finances, faire un projet où l'on peut avancer la mise à la retraite des ambassadeurs

dans les cas où cela s'avère nécessaire. Ces modifications devraient nous permettre d'engager plus jeunes des femmes et des hommes ambassadeurs. Il est cependant nécessaire, pour devenir ambassadeurs, d'avoir occupé plusieurs postes à l'étranger. Il faut dire également que nous manquons de personnel ici et de ce fait nous retardons le départ des jeunes à l'étranger, ce qui est regrettable.

Hr. Rychen: Wie sieht die Fort- und Weiterbildung der Diplomaten in der Praxis aus?

Hr. Iten: Wir bemühen uns - ähnlich wie die Privatwirtschaft - unser Personal ständig weiterzubilden. Vorgesehen sind spezifische Seminarien (Exportförderung, Kultur usw.). Sie werden nach den Bedürfnissen des Departements und der Betroffenen beschickt. Grosszügiger möchten wir in Zukunft bei der Gewährung von unbezahlten Urlaub sein. Wenn sich jemand unabhängig von der Karriere weiterbildet, bringt uns dies zusätzliches Feedback und die Motivation des Beamten steigt. Wir führen auch einen spezifischen Kurs für Kanzleichef-Anwärter des konsularischen Dienstes durch. Im weiteren steht unserem Personal das Kursangebot des Eidg. Personalamtes offen und wir haben die Möglichkeit, bei internationalen Kursen mitzumachen.

Hr. Schaller: Jährlich veranstalten wir ein Führungsseminar für jüngere Beamte und letztes Jahr haben wir erstmals verschiedene Mitarbeiter an ein Seminar für Verhandlungstechnik geschickt. Die Rotation der Diplomaten gewährleistet eine Weiterbildung "on the job" und verringert die Gefahr der Monotonie.

Zur Monatsdokumentation "AGENDA": Die AGENDA ist zu einem ausserordentlich nützlichen Informationsmittel für unsere eigenen Leute und auch für Aussenstehend geworden.
(Die Sektion erhält die letzte Nummer und den Sammelband 1989).

Thème interdépartemental:

Gestion des déchets de la Confédération:

Pas de remarques

Motions et postulats:

Rien de particulier

NATIONALRAT
Geschäftsprüfungskommission

Fragen zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

Querschnittsthema an alle Departemente und die Bundeskanzlei:

Abfallbewirtschaftung im Bund

Die Kommission wünscht einen Bericht der Generalsekretariate über Gemeinsamkeiten und Besonderheit der Aemter in diesen Bereichen. Dazu sind alle Bundesämter und die Einkaufsstellen des Bundes gebeten, unter Bezugnahme auf die Weisungen und Richtlinien zum Einkaufswesen und zur Abfallbewirtschaftung, die folgenden Fragen zu beantworten:

A Fragen, die sich sowohl an die Aemter wie an die Einkaufsstellen richten:

1. Welche Anstrengungen sind unternommen worden, um das, für das Amt erforderliche Material quantitativ zu begrenzen und zu optimieren. (z.B.: Einschränkung im Sortiment an Artikeln, Lagerbewirtschaftung, etc.)?
2. Welche Möglichkeiten fallen in Betracht, um die Nutzungs- und Lebensdauer der Güter zu verlängern. (z.B. Unterhaltsverträge, Wiederverwendung von Gebrauchtwaren, etc.)?
3. Welche Anstrengungen sind unternommen worden, um den Einsatz umweltschädlicher Produkte zu vermeiden?

B. Fragen, die sich nur an die Aemter richten:

4. Auf welche Weise wird das Recycling der verschiedenen Produkte gefördert und verwirklicht?
5. Auf welche Weise werden Güter im allgemeinen entsorgt? Wie werden giftige Abfälle und Sondermüll behandelt?
6. Auf welche Wege werden die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Amtes über die Bemühungen zur Abfallbewirtschaftung informiert?

NATIONALRAT
Geschäftsprüfungskommission

Fragen zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

EIDG. DEPARTEMENT FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

1 Querschnittsthema: (s. Titelblatt)

II Schwerpunktthema des Eidg. Departements für auswärtige Angelegenheiten:

Leitbild der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (DEH)

III Einzelfragen:

1. Generalsekretariat: Presse und Information

Wie rechtfertigt sich der Abdruck von Referaten und parlamentarischen Vorstössen in der Monatsdokumentation "AGENDA"?

- Wie gross ist die Auflage?
 - Wer sind die Empfänger?
 - Warum sind sie darauf angewiesen?
 - Welche Folgen hätte ein Verzicht auf die Publikation?
- (schriftlich)

2. Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe: Grundsatzfragen

Die Sektion wünscht gestützt auf die Notiz der Sektion Forschung und Politik vom 13.6.1990 die Auswirkungen der vier Grundsatzfragen des Berichts von Dr. S. Basler (Erfolgskontrolle Nepal) auf die Tätigkeit der DEH zu erörtern.
(Zustellung der Notiz)

3. Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe: Leitbild

Bis Ende 1990 war geplant, ein "Leitbild für die DEH" zu erarbeiten. Die Sektion wünscht:

a) den Text des Leitbildes;

b) Auskunft über den Meinungs-austausch mit anderen Aemtern (insb. mit dem BAWI).
(schriftlich)

4. Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe: Organisationsstruktur

Im Rahmen der Restrukturierung der DEH in den letzten Jahren, sind die fachlichen Aspekte gegenüber der geographisch orientierten Linienstrukturen stärker betont worden. Die Sektion wünscht einen Vergleich der Organigramme und Abläufe, sowie Auskunft über die Gründe und Auswirkungen der getroffenen Massnahmen.
(schriftlich)

5. Direktion für Verwaltungsangelegenheiten und Aussendienst; Kommunikationsmittel des EDA

Die Sektion wünscht den am 21.5.1990 auf Ende 1990 verlangten Bericht über die Bemühungen des Departements zur Verbesserung seiner Kommunikationsmittel.
(schriftlich)

Bitte die schriftlichen Berichte in 11 deutschen und 5 französischen (zum Querschnittsthema in 16 deutschen und 6 französischen) Exemplaren bis zum 11. März 1991 dem Sekretariat der Geschäftsprüfungskommissionen, Bundeshaus West, 2. Stock, Büro 224 zuzustellen.

CONSEIL NATIONAL
Commission de gestion

Questions pour l'examen du Rapport de gestion 1990

Thème interdépartemental à tous les Départements et à la Chancellerie fédérale: Gestion des déchets de la Confédération

La commission souhaite obtenir des secrétariats généraux un rapport relatif aux analogies et aux différences entre les offices. En se référant aux directives et instructions concernant les achats et l'élimination des déchets, les offices et les services d'achats de la confédération sont priés de répondre aux questions suivantes:

A. Questions adressées aux offices et aux services d'achats

1. Quels efforts ont été entrepris pour limiter et optimiser la quantité de matériel nécessaire aux offices (ex: limitation des assortiments d'articles, optimisation des stocks, etc.)?
2. Quelles possibilités ont été prises en considération pour favoriser la prolongation de la durée d'emploi et de vie des marchandises (ex.:contrats d'entretien, réutilisation des articles usagers, etc.)?
3. Quels efforts ont été entrepris pour éviter l'emploi de produits nuisibles à l'environnement?

B. Questions adressées aux seuls offices:

4. De quelle manière est encouragé et réalisé le recyclage des différents produits?
5. Quelles mesures sont prises pour éliminer les produits, en général, et les déchets spéciaux et toxiques, en particulier?
6. De quelle manière les collaboratrices et les collaborateurs de l'office sont informés au sujet des efforts concernant la gestion des déchets?

Conseil national
Commission de gestion

Questions pour l'examen du Rapport de gestion 1990

DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES

I Thème interdépartemental: (v. page de couverture)

II Thème principal du Département fédéral des affaires étrangères:

Schéma directeur de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA)

III Questions:

1. Secrétariat général: Presse et information

Comment se justifie le fait que les interventions parlementaires et les exposés soient publiés dans la documentation mensuelle du nom d'AGENDA?

- quel en est le tirage?
- à qui est-elle envoyée?
- pour quelles raisons les destinataires en ont-ils besoin?
- quelles conséquences sa suppression entraînerait-elle ?

(Réponse écrite)

2. Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire: questions fondamentales.

La section souhaite pouvoir discuter, sur la base de la note du 13 juin 1990 de votre Section Recherche et Politique, des effets que les quatre thèmes mentionnés par M. S. Basler (évaluation Népal) ont eus sur l'activité de la DDA.

(faire parvenir la note)

3. Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire: schéma directeur

Ce schéma directeur était prévu pour la fin de l'année 1990. La section désire:

- a) le texte dudit schéma;
- b) être informée des échanges de vue qui ont eu lieu avec d'autres offices (notamment avec l'OFAEE).

(Réponse écrite)

4. Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire: réorganisation

La restructuration de la DDA de ces dernières années a donné lieu à une revalorisation des aspects sectoriels au détriment des structures de ligne à orientation géographique. La section désire une étude comparée des organigrammes et des procédures; elle désire aussi être informée des raisons qui ont été à l'origine de ces mesures et des effets que ces dernières ont produits.

(Réponse écrite)

5. Direction administrative et du service extérieur: instruments de la communication du DFAE

La section désire le rapport sur les efforts déployés par le Département pour améliorer la communication, rapport qu'elle avait demandé le 21 mai 1990 pour la fin de cette même année.

(Réponse écrite)

Prière de faire parvenir les rapports écrits en 11 exemplaires allemands et 5 exemplaires français (pour le thème interdépartemental: 16 exemplaires allemands et 6 exemplaires français) d'ici au 11 mars 1991 au Secrétariat des commissions de gestion, Palais fédéral Ouest, 2e étage, bureau 224.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

FRAGEN zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

I Querschnittthema:

Abfallbewirtschaftung im Bund

ad A Fragen

1. Welche Anstrengungen sind unternommen worden, um das, für das Amt erforderliche Material quantitativ zu begrenzen und zu optimieren (z.B.: Einschränkung im Sortiment an Artikeln, Lagerbewirtschaftung, etc.)?

A N T W O R T

Die DVA hat das Sortiment der Briefumschläge an der Zentrale und bei den Auslandvertretungen überprüft. Die anschliessende Sortimentsbereinigung der Briefumschläge an der Zentrale ergab das erfreuliche Resultat, dass das Sortiment um nahezu die Hälfte reduziert werden konnte. Bei den Auslandvertretungen wurde beschlossen, ab sofort jede Vertretung in eigener Kompetenz über die Gestaltung der Mehrsprachigkeit ihrer Druckerzeugnisse bestimmen zu lassen. Den Vertretungen wird dadurch die Möglichkeit gegeben, ihr Drucksachenlager quantitativ zu bereinigen und zu optimieren. Gleichzeitig mit dieser Regelung konnte ein vom Materialdienst der DVA neu verfasster Bestellkatalog für sämtliche EDA-Formulare sowie für Hausdienst- und Elektromaterial, ebenfalls unter Berücksichtigung einer Sortimentsbereinigung, an alle Auslandvertretungen abgegeben werden.

2. Welche Möglichkeiten fallen in Betracht, um die Nutzungs- und Lebensdauer der Güter zu verlängern (z.B.: Unterhaltsverträge, Wiederverwendung von Gebrauchsgütern, etc.)?

A N T W O R T

Das Reparatur- und Unterhaltswesen für EDV-Geräte und Büromaschinen wird ausschliesslich nach den Richtlinien der EDMZ bestimmt und überwacht. Bei den Auslandvertretungen wird darauf geachtet, dass interne Weisungen strikte eingehalten werden.

3. Welche Anstrengungen sind unternommen worden, um den Einsatz umweltschädlicher Produkte zu vermeiden?

A N T W O R T

Im Fotokopierbereich wird vor allem durch periodische Wartung der Kopiergeräte eine mögliche negative OZON-Belastung ausgeschaltet.

ad B Fragen

4. Auf welche Weise wird das Recycling der verschiedenen Produkte gefördert und verwirklicht?

A N T W O R T

Aufgrund der Inkraftsetzung des Bundesratsbeschlusses vom 30. Mai 1990 über den Gebrauch von Recyclingpapier in der Bundesverwaltung, wurde allen Mitarbeitern/innen an der Zentrale und im Ausland ein Rundschreiben mit den Weisungen und einem Hinweis zur Einhaltung der neuen Vorschriften zugestellt. Ebenfalls wurden umgehend alle Abgabestellen im EDA sowie im Ausland mit Recyclingpapier eingedeckt.

Leere Tonerkassetten von Laserdruckern und Kleinkopierern werden beim Materialdienst der DVA gesammelt und der Firma FARBAX Refill-Service AG zur Aufbereitung und Wiederverwendung zugestellt. Die Auslandvertretungen wurden in Form einer Mitteilung im neuen INFORMATIONEN-BULLETIN "EDV im Ausland", über solche umweltschonende Dienstleistungen informiert und angewiesen, Möglichkeiten dieser Art auf Platz zu prüfen.

5. Auf welche Weise werden Güter im allgemeinen entsorgt? Wie werden giftige Abfälle und Sondermüll behandelt?

A N T W O R T

Batterien und schrottreife Maschinen und Geräte werden vom Materialdienst der DVA gesammelt und an die EDMZ zurückgeschoben. Zum Teil wird Sondermüll auch direkt durch Servicefirmen oder durch Weiterleitung in die Verbrennung entsorgt.

6. Auf welche Wege werden die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Amtes über die Bemühungen zur Abfallbewirtschaftung informiert?

A N T W O R T

Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter werden insbesondere bei der wöchentlichen Materialausgabe zur Rückgabe der gebrauchten Farbbänder und defekten Disketten aufgefordert. Diese Rückschübe werden mit speziellen Kassettenvernichtern zu Partikeln in der Grösse 0,1 - 0,5 qcm zerkleinert und anschliessend durch Verbrennung entsorgt.

6.3.1991-IT/WE/CHC

DEPARTEMENT FEDERAL
DES AFFAIRES ETRANGERES

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

Questions pour l'examen du Rapport de gestion 1990

I Gestion des déchets de la Confédération

ad Questions A

1. Quels efforts ont été entrepris pour limiter et optimiser la quantité de matériel nécessaire aux offices (ex: limitation des assortiments d'articles, optimisation des stocks, etc.)?

R E P O N S E

La DASE a examiné l'assortiment des enveloppes utilisées à la Centrale et auprès des représentations à l'étranger. L'épuration de cette catégorie de matériel s'est révélée judicieuse et réjouissante puisqu'elle s'est traduite, à la Centrale, par une diminution approchant la moitié de ce qui existait auparavant. A l'étranger, nos représentations ont été invitées à faire figurer en plusieurs langues, qu'elles ont déterminées, les entêtes du papier servant à la correspondance. Cette solution a permis à nos représentations de diminuer la diversité de leurs réserves, ce qui a eu pour conséquence, l'optimalisation des possibilités de stockage. Cette rationalisation a engendré une refonte du catalogue de commande, refonte entreprise par le Service du matériel de la DASE, distribué à nos représentations. Outre les formulaires, ce catalogue comprend également une liste d'articles ménagers et d'appareils électriques qui, elle aussi, a subi une épuration.

2. Quelles possibilités ont été prises en considération pour favoriser la prolongation de la durée d'emploi et de vie des marchandises (ex.: contrats d'entretien, réutilisation des articles usagers, etc.)?

R E P O N S E

L'entretien et les réparations du parc des machines de bureau, y compris le matériel informatique, s'effectuent selon l'application stricte des directives de l'OCFIM. A l'étranger, nos représentations sont invitées à respecter les instructions internes.

3. Quels efforts ont été entrepris pour éviter l'emploi de produits nuisibles à l'environnement?

R E P O N S E

Un entretien périodique et approprié des machines à photocopier permet l'élimination presque totale des émissions d'ozone.

ad Questions B

4. De quelle manière est encouragé et réalisé le recyclage des différents produits?

R E P O N S E

Dès l'entrée en vigueur de la décision du Conseil fédéral du 30 mai 1990 relative à l'utilisation du papier recyclé dans l'Administration fédérale, le DFAE en a informé ses collaboratrices et collaborateurs par lettre circulaire, en y apportant quelques conseils pour permettre l'application desdites instructions. Tous les services concernés du DFAE, y compris à l'étranger, ont à disposition du papier recyclé.

Les cassettes de toner vides des imprimantes à laser et des petits photocopieurs sont récoltées par le Service du matériel et confiées à Farbax Refill-Service SA, pour une remise en état et devenir réutilisables. Nos représentations à l'étranger ont été sensibilisées sur ce point, par un article approprié publié dans le nouveau bulletin d'informations "TED à l'étranger", les incitant à étudier les possibilités offertes sur place.

5. Quelles mesures sont prises pour éliminer les produits, en général, et les déchets spéciaux et toxiques, en particulier?

R E P O N S E

Les piles sèches usagées, les vieilles machines et appareils destinés à la décharge sont récoltés par le Service du matériel du DFAE et envoyés à l'OCFIM. Parfois, ces objets sont confiés à une maison spécialisée pour procéder à leur destruction ou, pour transmission, en vue de leur incinération.

6. De quelle manière les collaboratrices et les collaborateurs de l'office sont informés au sujet des efforts concernant la gestion des déchets?

R E P O N S E

Les collaboratrices et collaborateurs du DFAE ont l'obligation de remettre les rubans usagés des machines ainsi que les cassettes défectueuses, au service compétent, lors de la distribution hebdomadaire du matériel. Ces rubans et cassettes sont passés dans un broyeur, duquel ils ressortent en débris de 0,1 à 0,5 cm² pour être ensuite incinérés.

6.3.1991-IT/CHC

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

FRAGEN zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

II Schwerpunktthema des Eidg. Departements für auswärtige
Angelegenheiten:

3. Leitbild der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit
und humanitäre Hilfe (DEH)

A N T W O R T

Beiliegend die bereinigten fünf Texte zum Leitbild der DEH:

- Das Leitbild der DEH für die 90er Jahre,
- La Politique de la DDA: les besoins en matière de coopération,
- La Politique de la DDA pour les années 90,
- Die Grundsätze zur Organisationsentwicklung in der DEH,
- Die Personalpolitik der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe

Die Uebersetzungs- und Editionsarbeiten werden in den Monaten März/April 1991 durchgeführt. Es ist vorgesehen, die Texte 1-3 als Nr. 1 der neuen "Schriftenreihe DEH" herauszugeben. Wir werden der GPK-N vor Mitte Jahr die gedruckten Exemplare in beiden Sprachen zustellen.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

Questions concernant l'examen du rapport de gestion 1990

II Thème principal du Département fédéral des affaires étrangères:

3. Schéma directeur de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA)

R E P O N S E

En annexe sont transmis les cinq documents du schéma directeur:

- Das Leitbild der DEH für die 90er Jahre,
- La Politique de la DDA: les besoins en matière de coopération,
- La Politique de la DDA pour les années 90,
- Die Grundsätze zur Organisationsentwicklung in der DEH,
- Die Personalpolitik der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe

Les travaux de traduction et d'édition seront réalisés au cours des mois de mars et avril. Il est prévu de publier les documents 1 - 3 comme numéro 1 des nouveaux "Cahiers DDA". La Commission de gestion recevra avant le 30 juin 1991 les exemplaires imprimés dans les deux langues (voir aussi question 3)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

Fragen zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

III Einzelfragen:

Generalsekretariat: Presse und Information

1. Wie rechtfertigt sich der Abdruck von Referaten und parlamentarischen Vorstössen in der Monatsdokumentation "AGENDA"?
 - Wie gross ist die Auflage?
 - Wer sind die Empfänger?
 - Warum sind sie darauf angewiesen?
 - Welche Folgen hätte ein Verzicht auf die Publikation?

A N T W O R T

1) Wie rechtfertigt sich der Abdruck von Referaten und parlamentarischen Vorstössen in der Monatsdokumentation "AGENDA"?

- Die AGENDA, als Monatsdokumentation des EDA, umfasst:

Ansprachen des Departementvorstehers, des Staatssekretärs sowie von Chefbeamten des EDA; Erklärungen des Bundesrates; Parlamentarische Anfragen, die das EDA betreffen; Pressemitteilungen; Pressekonferenzen und Briefings des Departementvorstehers, des Staatssekretärs und von Chefbeamten; Interviews des Departementvorstehers und des Staatssekretärs.

Die AGENDA ist in diesem Sinne eine einzigartige und vollständige Sammlung all jener Texte

- die das EDA im Laufe eines Monats veröffentlicht hat (Ansprachen, Pressemitteilungen, schriftliche Antworten auf parlamentarische Anfragen)

- die das EDA betreffen (Erklärungen des Bundesrates, die von der Bundeskanzlei veröffentlicht werden)

- die anhand von mündlichen Stellungnahmen des Departementvorstehers erarbeitet wurden (mündliche Antworten auf parlamentarische Anfragen, inkl. Fragestunde; Pressekonferenzen)

- die von Chefbeamten des EDA als mündliche Stellungnahmen abgegeben wurden (Pressekonferenzen, Briefings)

- die in Form von Interviews in der Schweizer Presse veröffentlicht wurden.

2) Wie gross ist die Auflage?

- 600 Ex.

3) Wer sind die Empfänger?

- Schweizerische Botschaften, Generalkonsulate und Konsulate
- EDA, Zentrale
- Mitglieder der aussenpolitischen Kommissionen des Nationalrates und des Ständerates
- Ausländische Botschaften in Bern
- Korrespondenten ausländischer Medien in der Schweiz, die beim EDA akkreditiert sind
- Akkreditierte Bundeshausjournalisten

4) Warum sind sie darauf angewiesen?

Das grosse Informationsbedürfnis der schweizerischen diplomatischen und konsularischen Vertretungen im Ausland liegt auf der Hand. Die schweizerischen Aussenvertretungen müssen aus Bern eine vollständige Information zur Aussenpolitik erhalten, da sie die aussenpolitischen Positionen der Schweiz im Ausland zu vertreten haben.

Die AGENDA ist für die Mitarbeiter des EDA ein wertvolles Nachschlagewerk, welches seit 1985 existiert. Sämtliche unter 1) aufgeführten Texte können von den EDA-Mitarbeitern im In- und Ausland jederzeit für ihre Arbeit verwendet werden.

Auch für die in- und ausländischen Medienvertreter hat die AGENDA als Nachschlagewerk ihre Bedeutung.

5) Welche Folgen hätte ein Verzicht auf die Publikation?

Ein Verzicht auf die Publikation hätte zur Folge, dass sowohl von seiten der EDA-Mitarbeiter im In- und Ausland wie auch von den Journalisten täglich Anfragen betr. Stellungnahmen, Ansprachen, Erklärungen, usw. an den Presse- und Informationsdienst gelangen würden (wie dies der Fall war bis 1984). Die Beantwortung solcher Einzelanfragen wäre sehr arbeitsintensiv und für beide Seiten weniger befriedigend als die heutige Lösung mit der AGENDA.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

Conseil national

Commission de gestion

Questions pour l'examen du Rapport de gestion 1990

III Questions individuelles

Secrétariat général: Presse et information

1. Comment se justifie le fait que les interventions parlementaires et les exposés soient publiés dans la documentation mensuelle du nom d'AGENDA?

- quel en est le tirage?
- à qui est-elle envoyée?
- pour quelles raisons les destinataires en ont-ils besoin?
- quelles conséquences sa suppression entraînerait-elle?

R E P O N S E

1) **Comment se justifie le fait que les interventions parlementaires et les exposés soient publiés dans la documentation mensuelle du nom d'AGENDA?**

- L'AGENDA, recueil mensuel de documentation du DFAE, réunit:

des exposés du Chef du Département, du Secrétaire d'Etat et de hauts fonctionnaires du DFAE; des déclarations du Conseil fédéral; les interventions parlementaires qui concernent le DFAE; les communiqués de presse du DFAE; les conférences de presse et briefings du Chef du Département, du Secrétaire d'Etat et de hauts fonctionnaires; les interviews du Chef du Département et du Secrétaire d'Etat.

L'AGENDA constitue donc une collection unique et complète de tous les textes

- publiés par le DFAE au cours du mois (exposés, communiqués de presse, réponses écrites à des interventions parlementaires)

- concernant le DFAE (déclarations du Conseil fédéral publiées par la Chancellerie fédérale)

- établis sur la base de prises de position orales du Chef du Département (réponses orales à des interventions parlementaires, y compris l'Heure des questions; conférences de presses).

- reprenant des prises de position communiquées oralement par des hauts fonctionnaires du DFAE (conférences de presse, briefings)

- publiés sous forme d'interviews dans la presse suisse.

2) Quel en est le tirage?

- 600 exemplaires

3) A qui est-elle envoyée?

- aux Ambassades, Consulat généraux et Consulats de Suisse
- au DFAE, centrale
- aux membres des Commissions des affaires étrangères du Conseil national et du Conseil des Etats
- aux Ambassades étrangères à Berne
- aux correspondants des médias étrangers en Suisse accrédités auprès du DFAE
- aux journalistes accrédités au Palais fédéral

4) Pourquoi ces destinataires en ont ils besoin?

La nécessité d'informer largement les représentations diplomatiques et consulaires suisses est évidente. Etant appelées à défendre les intérêts de la politique étrangère suisse à l'étranger, ces représentations doivent disposer d'une documentation exhaustive sur cette politique.

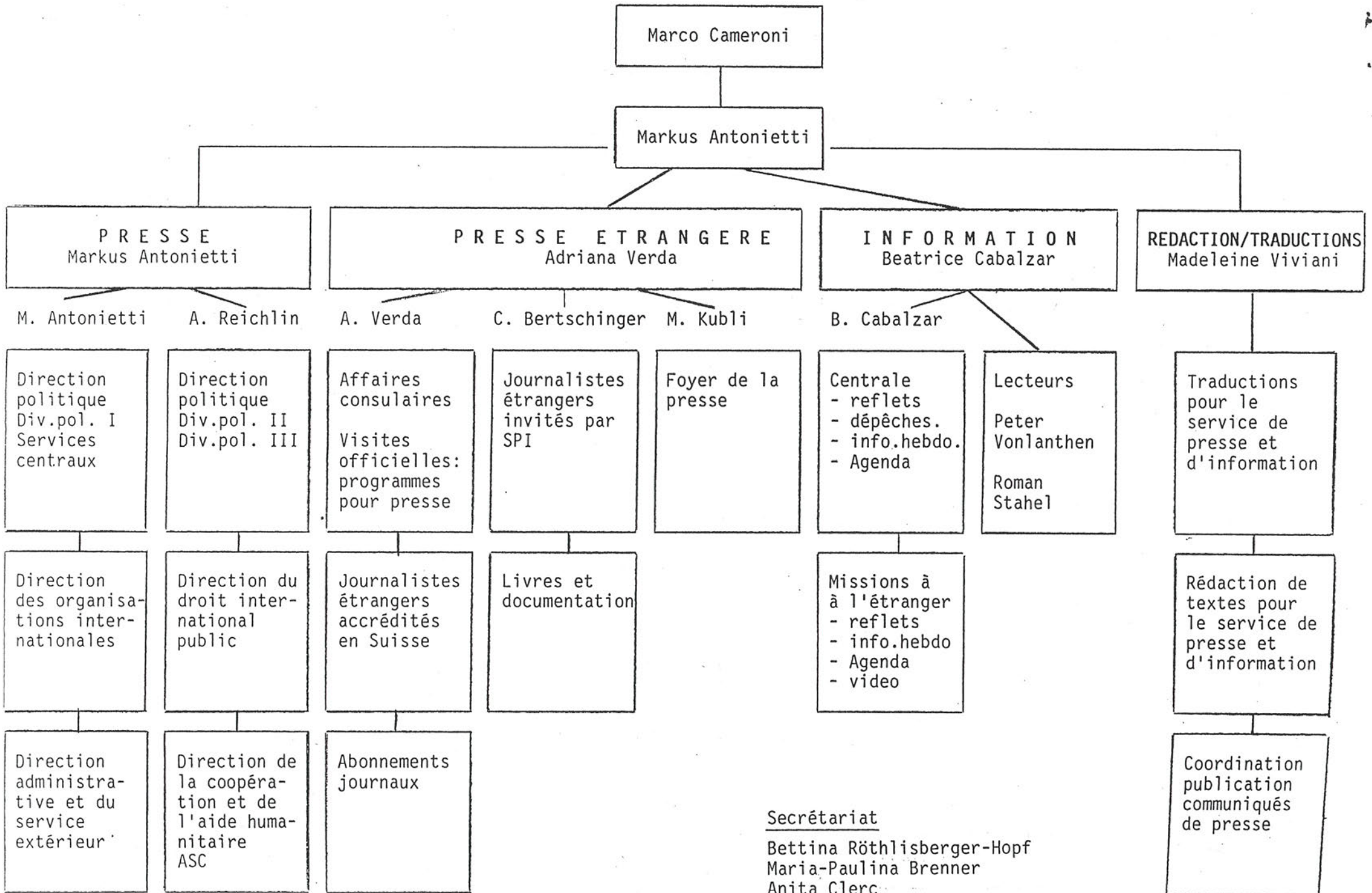
L'AGENDA est, depuis sa création en 1985, un précieux ouvrage de référence pour tous les collaborateurs du DFAE qui, tant en Suisse qu'à l'étranger, peuvent ainsi en tout temps avoir recours à l'intégralité des textes mentionnés au point 1).

L'AGENDA est également un outil de travail important pour les représentants des médias suisses et étrangers.

5) Quelles conséquences sa suppression entraînerait-elle?

La suppression de cette publication aurait pour conséquence que les collaborateurs du DFAE, en Suisse et à l'étranger, et les journalistes s'adresseraient au Service de presse et d'information chaque fois qu'ils auraient besoin d'une information ou d'une précision relative à des prises de positions, des discours, des déclarations, etc. (comme c'était le cas jusqu'en 1984). Répondre à ces questions représenterait un important surcroît de travail et serait, pour l'une et l'autre partie, moins satisfaisant que la solution actuelle de l'AGENDA.

S E R V I C E D E P R E S S E E T D ' I N F O R M A T I O N



standard II - hierarch

Etat au 1er janvier 1991

Service de Presse et Information
Presse- und Informationsdienst

3021	M. Marco Cameroni	CM	Chef du Service
3070	M. Markus Antonietti	AM	Europe, pays de l'Est USA, Canada Organisations internationales Questions de personnel et administrative
3053	Mme Andrea Reichlin	REI	Afrique, Asie, Amérique latine Droit international public Aide au Développement Maintien de la paix
3166	Mme Adriana Verda	VE	Questions consulaires Visas Presse lors de voyages officiels Journalistes étrangers Abonnements journaux
3066	Mme Beatrice Cabalzar	CB	Information de la Centrale et des postes Informations hebdomadaires Agenda du DFAE Cassettes video
3027	Mme Christine Bertschinger	BEC	Invitations de journalistes étrangers Documentation Livres
3088	Mme Madeleine Viviani	VIV	Communiqués de presse Traductions
3016	M. Peter Vonlanthen	VP	Lecteur
3033	M. Roman Stahel	SEL	Lecteur
3047	Mme Monika Kubli	KM	Foyer de la Presse
3153	Mme Bettina Röthlisberger	ROE	Secrétariat
3153	Mme Maria-Paulina Brenner	BMP	Secrétariat
3153	Mme Barbara Siravo	SIB	Secrétariat

P l a n d e t r a v a i l

C h e f d u s e r v i c e

Le Chef du Service de presse et d'Information est le porte-parole du DFAE. Il dirige ledit service sur instructions du Chef du Département. Il est plus particulièrement en charge des affaires relevant directement du Chef du Département et du Secrétaire d'Etat.

Marco CAMERONI

CM W268 30 21

Remplaçant : Markus ANTONIETTI

S e c t i o n p r e s s e

La section presse est chargée de suivre le développement des affaires du Département selon le plan de répartition ci-dessous et de préparer, en collaboration avec les directions et les services, l'information destinée à la publication. Les deux collaborateurs de cette section sont les interlocuteurs des directions et services pour les domaines qui leur sont attribués. Ils organisent, selon la même répartition et en collaboration avec les ambassades suisses concernées, le programme des journalistes suisses accompagnant le Chef du DFAE dans ses déplacements officiels à l'étranger.

Markus ANTONIETTI

AM W 277 30 70

- Direction politique: Division politique I et Services centraux
- Direction des Organisations internationales
- Direction administrative et du service extérieur

Remplaçante : Andrea REICHLIN

Andrea REICHLIN

REI W 283 30 53

- Direction politique: Divisions politiques II et III
- Direction du droit international public
- Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, en collaboration avec son service d'information
- Corps suisse d'aide en cas de catastrophe

Remplaçant : Markus ANTONIETTI

Section presse étrangère

Cette section est chargée des relations avec la presse étrangère. Elle organise le programme des journalistes accompagnant les Chefs d'Etat, les Chefs de Gouvernement et Ministres des affaires étrangères lors de visites d'Etat, officielles et officieuses de travail en Suisse, ainsi que celui de journalistes suisses suivant ces mêmes visites. Elle organise des voyages d'étude en Suisse pour des journalistes étrangers. Elle accrédite les journalistes étrangers résidant en Suisse et leur transmet toute la documentation nécessaire à la couverture de l'actualité politique de la Suisse (communiqués de presse, documentation pour la presse, messages du Conseil fédéral, calendrier des conférences de presse, etc.). Elle est chargée de la documentation (livres sur la Suisse, brochures concernant les diverses facettes de la vie politique suisse, etc). Elle contrôle les abonnements de journaux suisses pour la centrale et les représentations suisses à l'étrangers ainsi que les journaux des pays de résidence des représentations. Elle est responsable de la gérance du Foyer de la presse. Elle assure l'information à la presse au sujet des affaires de protection consulaire. Enfin, elle est responsable du budget du service.

Adriana VERDA

VE W 272 31 66

- Information sur les affaires de protection consulaire
- Programmes pour la presse lors des visites d'Etat et des visites officielles
- Accréditation de journalistes étrangers en Suisse
- Abonnements de journaux
- Foyer de la presse

Remplaçantes: Andrea REICHLIN (pour les affaires consulaires)
Christine BERTSCHINGER (pour les autres dossiers)

Christine BERTSCHINGER

BEC W 272 30 27

- Journalistes étrangers invités par le SPI
- Livres, documentation
- Budget du service

Remplaçante : Adriana VERDA

Monika KUBLI

KM Foyer 30 47

Foyer de la Presse (Hôtel Bellevue-Palace)
Remplaçante: Maria-Paulina BRENNER

Section Information

Cette section est chargée d'informer la Centrale et les représentations diplomatiques et consulaires suisses de tout événement pouvant être utile au bon déroulement du travail du DFAE (décisions du Conseil fédéral et du Parlement, affaires révélant un intérêt général pour la Suisse, élections fédérales, votations, etc). C'est ainsi qu'elle est chargée d'acheminer dans les services intéressés les dépêches d'agences (ATS, AP et CPS) et les coupures de journaux préparées par le Lectorat; d'élaborer, de faire éditer et de distribuer l'Agenda du DFAE; de transmettre aux représentations diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger les communiqués publiés par le DFAE, les cassettes TV de Rincovision et les reflets de la presse. Elle est chargée de la transmission de tout texte non chiffré du DFAE (discours du Chef du DFAE, de hauts fonctionnaires, etc.) à ces mêmes représentations, ainsi que de transmettre les communiqués de presse, discours et l'Agenda aux représentations diplomatiques accréditées à Berne.

Beatrice CABALZAR

CB W 274 30 66

- Information de l'extérieur vers la Centrale et les représentations suisses à l'étrangers
- Transmission des communiqués et discours du DFAE à la centrale, aux représentations diplomatiques et consulaires suisses, et aux représentations diplomatiques accrédités à Berne

- Lectorat:

Peter VONLANTHEN

VP W 279 30 16

Roman STAHEL

SEL W 279 30 33

Remplaçante : Andrea REICHLIN

Rédaction et traductions

Rédaction, en français et en allemand, à partir des versions enregistrées, des conférences de presse du Chef du DFAE, occasionnellement d'autres Chefs de Départements lors de conférences communes, d'interviews radiodiffusées et télévisées du Chef du DFAE, de conférences de presse et de briefings de hauts fonctionnaires du DFAE, occasionnellement de hauts fonctionnaires d'autres Départements lors de conférences communes, en vue de leur publication dans l'Agenda du DFAE.

Rédaction, pour le Service de presse et d'information, de communiqués de presse, de résumés, de notes, de procès-verbaux et de correspondance.

Traduction, pour le Service de presse et d'information, de communiqués de presse, de documentations pour la presse, de correspondance, de notes et de documents divers.

Coordination de la publication des communiqués de presse et d'autres documents destinés à la presse.

Madeleine Viviani

VIV W 276 30 88

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

FRAGEN zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

III Einzelfragen:

Grundsatzfragen

2. Die Sektion wünscht, gestützt auf die Notiz der Sektion Forschung und Politik vom 13.6.1990 die Auswirkungen der vier Grundsatzfragen des Berichts von Dr. S. Basler (Erfolgskontrolle Nepal) auf die Tätigkeit der DEH zu erörtern. (Zustellung der Notiz)

A N T W O R T

Beiliegend Notiz t.011-1 - GRT vom 13. Juni 1990.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

Questions concernant l'examen du rapport de gestion 1990

III Questions individuelles:

Questions fondamentales

2. La section souhaite pouvoir discuter, sur la base de la note du 13 juin 1990 de votre Section Recherche et Politique, des effets que les quatre thèmes mentionnés par M. S. Basler (évaluation Népal) ont eus sur l'activité de la DDA. (faire parvenir la note)

R E P O N S E

En annexe la note t.011-1 - GRT du 13 juin 1990.



t. 011-1-GRT

Bern, den 13. Juni 1990

An: Ph. Mastronardi, Sekretär GPK

Von: EDA-DEH, Forschung und Politik

betr.: Anfrage NR U. Scheidegger

Anfrage GPK Nationalrat:

Auswirkungen der vier Grundsatzfragen des Berichts Basler auf die Tätigkeit des DEH

1. Analyse

Der Bericht Basler (1984) und der sich darauf abstützende Bericht der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrats verlangten zu den folgenden vier entwicklungspolitischen Grundsatzfragen vertiefte Untersuchungen:

- kulturelle Beziehungen
- demographischen Entwicklung
- ökologische Probleme
- Handelsbeziehungen

Die Beratende Kommission für internationale Entwicklungszusammenarbeit des Bundesrates, die Kommission Blunschy, diskutierte die Berichte und kam ebenfalls zum Schluss, dass es sich hierbei um "bedeutungsvolle Grundfragen" handle. Sie beschloss, zu jeder Thematik eine vertiefte Diskussionsgrundlage erarbeiten zu lassen. Folgende Studien wurden von der Kommission Blunschy in jeweils einer Sitzung analysiert:

- Klaus M. Leisinger, Soziale Voraussetzungen für kleinere Familien in der Dritten Welt; Determinanten für die Verminderung des Bevölkerungswachstums in Entwicklungsländern, in: Social Strategies Forschungsberichte, Vol. 1, No. 1, Basel 1985.
- Gilbert Rist, Le "developpement" dans une perspective inter-culturelle, IUED, Genève 1985.
- B. Messerli u.a., Umweltprobleme und Entwicklungszusammenarbeit; Entwicklungspolitik in weltweiter und langfristiger ökologischer Sicht; Bericht zuhanden DEH, Bern 1987.

Das Thema "Handel mit Drittweltstaaten" wurde anlässlich der Diskussion über den "Rahmenkredit für die Weiterführung der



Finanzierung von wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit"(1985) vertieft erörtert.

In einer weiteren Phase wurden diese Studien vertieft. Im "Bericht über die Politik der Entwicklungszusammenarbeit der Schweiz 1976-1985" werden die ökologischen und demographischen Fragen eingehend erörtert. Das Nationale Forschungsprojekt 28 ("Die Schweiz in einer sich ändernden Welt: Aussenwirtschaftliche und entwicklungspolitische Herausforderung") erlaubt, die Handelsbeziehungen zur Dritten Welt genauer zu untersuchen. In den 1987 formulierten "Grundsätzen der Schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit" sind den wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen, dem ökologischen und dem demographischen Gleichgewicht spezielle Kapitel gewidmet.

Die Ergebnisse dieser Klärungsprozesse sind in die "Botschaft über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern" vom 21. Februar 1990 eingeflossen.

2. Konsequenzen in der Politik der DEH

2.1. Kulturelle Beziehungen

Bei der Konzeption von Länderprogrammen werden kulturelle, soziale und politische Aspekte, ebenso wie die Frage der Menschenrechte berücksichtigt.

Im weiteren wurde ein Richtlinienpapier der DEH hinsichtlich der Berücksichtigung von Projekten mit kulturellem Charakter erstellt.

2.2. Demographische Entwicklung

Auch auf diesem Gebiet hat die DEH Richtlinien für die schweizerische EZA ausgearbeitet (Politique de la Coopération au Developpement Suisse en matière démographique; Lignes Directrices, 1988). Mit einer eigenen Studie wurde die Wirksamkeit der von der Schweiz mitfinanzierten UNFPA-Programme untersucht. Auf multilateraler Ebene wird aktiv an der internationalen Konzeption der Bevölkerungspolitik mitgearbeitet, so jüngst an der Amsterdamer Erklärung über Bevölkerungsprobleme (1989).

2.3. Oekologische Problematik

Ab 1988 ist das Interdepartementale Komitee für internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (IKEH) mehrmals zusammengetreten, um Umweltfragen zu diskutieren und abzustimmen. Zu den konkreten Resultaten dieser Bemühungen zählt die Einführung eines Selektionsverfahrens zur Prüfung sämtlicher Projekte und Programme der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit bei DEH und BAWI (UVP=Umweltverträglichkeitsprüfung).

Die Einsicht in die globale Dimension der Umweltbedrohung liess die Diskussion auf internationaler Ebene intensivieren. Verstärkt wurde auch die Zusammenarbeit mit dem BUWAL an internationalen Konferenzen und in multilateralen Organisationen.

2.4. Handelsbeziehungen

Im Bereich der wirtschaftlichen Massnahmen wurde vor allem in Zusammenarbeit mit dem BAWI an der steten Verstärkung der Kohärenz der schweizerischen Massnahmen in der Entwicklungszusammenarbeit gearbeitet. Diese Frage wird noch stärker zum aussenpolitischen Schwerpunkt werden.

3. Operationelle Konsequenzen

3.1. Kulturelle Beziehungen

Die interne Personalaus- und Weiterbildung behandelt mit besonderer Sorgfalt Bereiche der Kulturbegegnung.

3.2. Demographische Entwicklung

Die Aktivität wurde insbesondere über multilaterale Kanäle (insbesondere UNFPA), aber auch in verschiedenen bilateralen Projekten der DEH verstärkt.

Das Problem wird indirekt über den verstärkten Einsatz im Gesundheits- und Erziehungssektor angegangen. So wurde in letzter Zeit in verschiedenen, insbesondere afrikanischen Ländern, versucht, durch die Mitarbeit in einem nationalen Programm der Basisgesundheitsversorgung einen breiten Einfluss auf die gesamte Gesundheitspolitik nehmen zu können, um so bessere Voraussetzungen für die Lösung der Bevölkerungsprobleme zu schaffen.

3.3. Oekologische Problematik

Innerhalb der DEH wurde ein Fachdienst Umwelt geschaffen, der sich neben der konkreten Projektbearbeitung der Erarbeitung DEH-interner Richtlinien im Umweltbereich und der verwaltungsinternen und internationalen Bearbeitung dieses Aufgabenbereichs widmet. Der Ausbau des Fachdienstes steht bevor, da sich dessen Tätigkeitsfeld auf die zahlreichen internationalen Initiativen in diesem Bereich und auf die Bearbeitung der globalen Umweltfragen ausgedehnt hat.

Im Projektbereich hat sich die Zusammenarbeit in einer grossen Zahl von Schwerpunktländern innerhalb des TFAP (Tropical Forestry Action Plans) weiter verstärkt. Ebenso wurden die internationalen Bemühungen zur Verstärkung der forstlichen Forschung im Rahmen einer Erweiterung der CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research) massgeblich unterstützt.

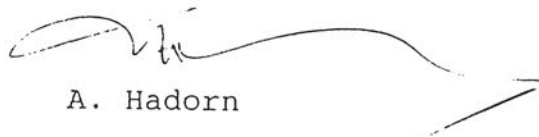
3.4. Handelsbeziehungen

In den letzten Jahren wurde der Dienst zur Förderung der Importe in die Schweiz (bei der OSEC) auch im Zusammenhang mit Länderprogrammen der DEH ausgebaut. Die DEH hat in diesem Bereich ebenfalls einzelne Projekte unterstützt.

Verschiedene neue Instrumente zur Handelsförderung wurden im Laufe der vergangenen fünf Jahre eingeführt, so die schweizerische Stabex-Massnahme als Ausgleichszahlung für Preisverluste bei Importen in die Schweiz, aber auch Massnahmen der internationalen Entschuldung und der Gewährleistung von Garantien für Aktionen in Entwicklungsländern.

Die Botschaft des DEH vom 21. Februar 1990 erläutert "die Förderung eines nachhaltigen wirtschaftlichen Wachstums in den Entwicklungsländern" (Kap. 34). Ausführlich dargelegt werden die konkreten Massnahmen der Schweiz in der "Botschaft über die Weiterführung der Finanzierung von wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen, einschliesslich Entschuldungsmassnahmen, im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit" vom 21. Februar 1990.

Forschung und Politik



A. Hadorn

zK an: SFR
WM
GI
HAD, SHE, TT
MEY, MJ, GRT

P.S. Die erwähnten Studien, Richtlinien und Grundsatzdokumente sind bei der DEH erhältlich (Tel. A. Hadorn 031/61 34 51).

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

FRAGEN zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

III Einzelfragen:

Leitbild

3. Bis Ende 1990 war geplant, ein "Leitbild für die DEH" zu erarbeiten. Die Sektion wünscht:
- a) den Text des Leitbildes;
 - b) Auskunft über den Meinungsaustausch mit anderen Aemtern (insb. mit dem BAWI). (schriftlich)

A N T W O R T

Fünf Texte des Leitbildes werden mit der Antwort auf das Schwerpunktthema des Eidgenössischen Departements für Auswärtige Angelegenheiten übermittelt.
Mit folgenden Bundesämtern haben Konsultationen stattgefunden:

- EDA: . Generalsekretariat
- . Direktion für Verwaltungsangelegenheiten und Aussendienst
- . Politische Abteilung II
- . Direktion für Internationale Organisationen

Die in Gesprächen vermittelten Bemerkungen und Empfehlungen wurden bei der letzten Ueberarbeitungsrunde der Texte berücksichtigt.

- EFD: . Eidg. Finanzverwaltung
- . Eidg. Finanzkontrolle
- . Eidg. Personalamt

Das Dokument der Personalpolitik wurde aufgrund entsprechender mündlicher Empfehlungen angepasst. Die übrigen Dokumente wurden zur Information übermittelt.

- EVD: . Bundesamt für Aussenwirtschaft

Das Bundesamt für Aussenwirtschaft erachtet die Leitbild-Dokumente als bloss für die DEH verbindlich.

- EDI: . Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft

Uebermittlung zur Information.

Im Allgemeinen hat die Konsultation keine grundsätzlichen Reaktionen im kritischen Sinn hervorgerufen. Die Empfehlungen betrafen grösstenteils Einzelbemerkungen aus der Sicht des jeweiligen Amtes.

Mit den wichtigsten Regieorganisationen (Intercooperation, Helvetas, Swisscontact, Institut Universitaire d'Etudes du Développement) fand eine eintägige Aussprache statt. Es liegen schriftliche Stellungnahmen vor.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

Questions concernant l'examen du rapport de gestion 1990

III Questions individuelles:

3. Schéma directeur

Ce schéma directeur était prévu pour la fin de l'année 1990. La section désire:

- a) le texte dudit schéma;
- b) être informée des échanges de vue qui ont eu lieu avec d'autres offices (notamment avec l'Office fédéral des affaires économiques extérieures). (Réponse écrite)

R E P O N S E

Les 5 textes du schéma directeur sont transmis avec la réponse au thème principal du Département fédéral des affaires étrangères.

Des consultations ont eu lieu avec les offices fédéraux suivants:

- DFAEE: . Secrétariat général
 - . Direction administrative et du service extérieur
 - . Division politique II
 - . Direction des organisations internationales

Les remarques et recommandations évoqués lors d'une discussion ont été inclus dans la dernière révision des textes.

- DFE: . Administration fédérale des finances
 - . Contrôle fédéral des finances
 - . Office fédéral du personnel

Le document concernant la politique de personnel a été remanié avec les observations des offices concernés. Les autres documents ont été transmis pour information.

- DFEP: . Office fédéral des affaires économiques extérieures

L'OFAEE considère que les documents du schéma directeur n'engagent que la Direction de la Coopération au développement et de l'aide humanitaire.

- DFI: . Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage

Les documents ont été transmis pour information.

De manière générale la consultation n'a pas provoqué des réactions de fonds dans un sens critique. Il s'agissait plutôt d'observations spécifiques selon le point de vue de l'office concerné.

Avec les régisseurs les plus importants (Intercoopération, Helvetas, Swisscontact et l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement) a eu lieu une journée de débat autour du schéma directeur. Des positions écrites sont disponibles.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

FRAGEN zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

III Einzelfragen:

Organisationsstruktur

4. Im Rahmen der Restrukturierung der DEH in den letzten Jahren, sind die fachlichen Aspekte gegenüber der geographisch orientierten Linienstrukturen stärker betont geworden. Die Sektion wünscht einen Vergleich der Organigramme und Abläufe, sowie Auskunft über die Gründe und Auswirkungen der getroffenen Massnahmen.
(schriftlich)

A N T W O R T

Der DEH sind vielseitige Aufgaben übertragen. Sie ist in 20 Schwerpunktländern sowie in rund 30 weiteren Ländern tätig. Sie fördert Projekte und Programme in rund einem Dutzend Fachbereichen. Sie arbeitet mit einer grossen Zahl von internationalen Organisationen, Hilfswerken, privaten Firmen und Hochschulinstituten zusammen. Um ihren Auftrag effizient, gut und nach einheitlichen Gesichtspunkten erfüllen zu können, hat sich die DEH seit ihrer Gründung im Jahre 1961 (damals noch "Dienst für technische Zusammenarbeit") mit Optimierungsfragen der Organisation beschäftigt.

Die historische Entwicklung: welches ist das beste Organigramm für eine erfolgreiche Entwicklungszusammenarbeit?

Am Anfang stand eine erste Aufteilung in Hauptfunktionen:

- die Entsendung von Schweizer Experten,
- die Aufnahme von Stipendiaten,
- die Durchführung von Projekten in Entwicklungsländern.

Diese Aufgaben wurden durch je eine Sektion übernommen.

Schon nach wenigen Jahren ergab sich innerhalb der Projektsektion eine erste Aufteilung nach geografischen Gesichtspunkten. Dadurch wurde der Kontakt mit unsern verschiedenen Aussenvertretungen (Botschaften) und Partnerländern wesent-

lich erleichtert. Vor 25 Jahren erfolgte die Aufteilung der Projektsektion in die Projektgruppen Asien, Afrika und Lateinamerika. Diese operationelle Struktur hat sich heute in fünf geografisch ausgerichtete Sektionen weiterentwickelt. Diese Aufteilung hat sich gut bewährt. Doch wie soll die DEH angesichts der grossen Vielfalt ihrer bearbeiteten Einsatzbereiche auch fachlich auf der Höhe sein und den gestellten Anforderungen genügen? Wie können sehr technisch ausgerichtete Fragestellungen z.B. in land-, vieh- und forstwirtschaftlichen Projekten, in Aktionen des Strassenbaus und -unterhalts, der Wasserversorgung, der Schulsysteme von Primar- bis zu Hochschulen, in Projekten zur Schaffung von Gesundheitssystemen oder bei der Reform wirtschaftlicher Strukturen und bei der Förderung der Arbeitsbeschaffung - und sehr vielem mehr (wozu natürlich auch die Erhaltung der Umwelt gehört) - durch DEH-Mitarbeiter am besten bewältigt werden? Auch in den verschiedensten internationalen Organisationen, in denen die Schweiz Mitglied ist (in der WHO, der UNICEF dem Entwicklungsprogramm der UNO [dem UNDPD], der FAO, der UNIDO, der CGIAR usw.), muss sachkundig mitgearbeitet werden. Andererseits kann die DEH von den Erkenntnissen profitieren, die international in den verschiedensten Gremien und Institutionen erarbeitet worden sind. Schliesslich ist der Kontakt zu Fachkreisen in der Schweiz zu schaffen und zu erhalten. Dadurch wird unsere Auslandarbeit wesentlich befruchtet. Neben allgemeinen Kenntnissen über die Entwicklungszusammenarbeit und die Einsatzländer sind also auch technische Fachkenntnisse nötig.

Der Weg zu einer verstärkten fachlichen Spezialisierung

Diese Fragen waren es, die die DEH seit Anfang der Siebzigerjahre immer wieder intensiv beschäftigten. Sie führten über die Bezeichnung von "Fachspezialisten" in verschiedenen geografischen Sektionen und der Bildung von beratenden Arbeitsgruppen mit Fachvertretern aus der ganzen Schweiz ausserhalb der Verwaltung, schliesslich 1981/82 zu einer formalisierten Struktur, dem "Appui sectoriel".

Die Mitarbeiter der geografischen Sektionen (Generalisten mit verschiedener beruflicher Herkunft, Oekonomen und Historiker, Agrar- und Kulturingenieure usw.) wurden zusätzlich durch einzelne spezialisierte Mitarbeiter von ausserhalb der Sektionen unterstützt. Dadurch sollten drei Ziele erreicht werden:

- die Vermittlung spezialisierter Kenntnisse durch die Schaffung eines Netzes von Aussenbeziehungen zu Fachstellen, national und international,
- die optimale Berücksichtigung der sektoriellen Erkenntnisse in der Projektarbeit,
- die Auswertung der spezialisierten Erfahrungen in den wichtigsten Arbeitssektoren.

Der "Appui sectoriel" war innerhalb der einzigen operationellen Abteilung situiert und wirkte in erster Linie beratend.

Mit der Reorganisation der DEH von 1985 wurde das Konzept der sektoriellen Unterstützung verstärkt. Die Fachdienste (Services sectoriels) wurden ausgebaut, erhielten eine klarer definierte Funktion der Mitwirkung und wurden in einer speziellen operationellen Abteilung gruppiert. Mit dieser Verstärkung war es auch möglich, die verschiedenen Sektorpolitiken auszubauen, die für alle Sektionen und Dienste der DEH als verbindliche Anweisung dienen.

Heute funktionieren folgende Fachdienste (s. beil. Organigramm vom 1. Februar 1991).

- Finanz- und Wirtschaftsanalyse,
- Landwirtschaft,
- Wald, Oekologie, Energie,
- Ressources humaines,
- Industrie, Berufsbildung und Urbanisierung,
- Wasser, Infrastruktur,
- Stipendien und Kurse,
- Beziehungen zur Privatwirtschaft.

Die Zusammenarbeit zwischen den beiden geografischen Abteilungen (Asien und Afrika/Lateinamerika) und der Abteilung Fachdienste funktioniert seit 1985 nach folgenden Prinzipien:

- die präzise Verantwortungszuteilung,
- die Sicherung von fachlicher und Länder- resp. regionaler bezogener Kompetenz,
- Teamarbeit für komplexe Aufgaben.

Eine interne Ueberprüfung des Matrixsystems hat im Januar 1991 im Rahmen eines Seminars stattgefunden, welches zentral der Frage der weiteren Entwicklung der fachlich- methodischen Erfahrungen gewidmet war. Die Verarbeitung der Seminarergebnisse soll bis Juni 1991 zu entsprechenden organisatorischen Entscheiden führen.

Haupttendenz ist dabei, dass Erfahrung noch verstärkt innerhalb der geografischen Sektionen zum Tragen kommen soll. Erfahrungen, welche in sektorpolitischen Richtlinien aufgearbeitet sind, können innerhalb der verschiedenen geografischen Regionen an die besonderen lokalen Bedürfnisse angepasst werden. Die fachlich etwas stärker spezialisierten Mitarbeiter in den geografischen Sektionen stehen dabei in fachlicher Hinsicht in Verbindung mit den zentralen Fachdiensten der Abteilung "Services sectoriels".

Zusammenfassung

Die DEH hält sich in ihrer Organisationsentwicklung an den vielzitierten helvetischen Pragmatismus. Sie hat dabei Erfahrungen ähnlicher Entwicklungsorganisationen in Betracht ge-

zogen. Insbesondere die Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) in der Bundesrepublik hat eine totale Umstellung von Fach- auf Länderorganisation vorgenommen. Aus Distanz und in den Auswirkungen in der Feldarbeit beurteilt, schien uns dies mit allzu hohen Kosten und Reibungsverlusten verbunden. Das Leitbild der DEH, welches der Geschäftsprüfungskommission in diesem Zusammenhang übermittelt wird, enthält im Teil "Organisationsentwicklung" die Substanz unserer bisherigen Erfahrung (Kap. 5.1 und 5.2). Der Lacmus-Test einer Organisationsstruktur ist die erfolgreiche Bewältigung der übertragenen Aufgaben. Wachsendes Volumen und wachsende Ansprüche sind von der DEH jeweils mit den beschriebenen Schritten in der Organisationsentwicklung bewältigt worden.

Beilagen: - Organigramm DEH 1967, 1982, 1991

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

Questions concernant l'examen du rapport de gestion 1990

III Questions individuelles:

Réorganisation

4. La restructuration de la DDA de ces dernières années a donné lieu à une revalorisation des aspects sectoriels au détriment des structures de ligne à orientation géographique. La section désire une étude comparée des organigrammes et des procédures; elle désire aussi être informée des raisons qui ont été à l'origine de ces mesures et des effets que ces dernières ont produits. (Réponse écrite)

R E P O N S E

De nombreuses tâches variées incombent à la DDA. Elle est active dans 20 pays de concentration et dans une trentaine d'autres pays. Elle s'occupe de programmes dans une douzaine de secteurs spécifiques. Elle travaille en collaboration avec un grand nombre d'organisations internationales, d'oeuvres d'entraide, de compagnies privées et d'instituts universitaires.

Afin de mener à bien son mandat de manière efficiente et cohérente, la DDA s'est interrogée, et cela depuis sa fondation en 1961 (alors appelée Service pour la coopération technique), sur la manière d'optimaliser son organisation.

Développement historique: quel est l'organigramme idéal pour une coopération au développement réussie?

Au début, il y eut une première répartition en fonctions principales:

- députation d'experts suisses,
- soutien à des boursiers,
- mise en oeuvre de projets dans les pays en développement.

Chacune de ces tâches était remplie par une section.

Quelques années plus tard, au sein de la section qui s'occupait des projets, il y eut une première division selon des critères géographiques. Ainsi le contact avec nos représentations extérieures (ambassades) et nos pays partenaires en fut allégé. Cette première répartition il y a 25 ans en trois grandes régions, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, fut la première étape vers la répartition actuelle en cinq régions géographiques. Cette division a donc fait ses preuves.

Etant donné la complexité et la variété de ses domaines d'intervention, comment la DDA peut-elle rester à la hauteur de ses tâches et répondre aux exigences demandées dans les domaines sectoriels plus spécialisés? Comment les collaboratrices et collaborateurs de la DDA peuvent-ils répondre avec compétence à toutes les questions qui peuvent se poser dans les projets que ce soit des projets ruraux, d'élevage, de foresterie, de construction et entretien de routes, d'approvisionnement en eau, d'éducation du primaire au supérieur, dans la création de systèmes de santé, dans la réforme des structures économiques, dans la création d'emplois et bien d'autres domaines encore, sans oublier la préservation de l'environnement? De plus, dans toutes les organisations internationales où la Suisse est membre (OMS, UNICEF, programme de développement de l'ONU/PNUD, FAO, UNIDO, CGIAR, etc), la participation au travail se fait sur une base de compétence en la matière. Les contacts avec les milieux professionnels en Suisse doivent être élargis et soignés. C'est ainsi que la DDA peut mobiliser des expériences et connaissances de différentes instances nationales et internationales. Les connaissances générales sur les pays d'intervention et sur la coopération au développement doivent être complétés par des connaissances techniques spécialisées.

Vers une spécialisation sectorielle renforcée

Depuis le début des années 70, la DDA n'a cessé de se préoccuper de ce problème. Après avoir désigné dans chaque section géographique des "spécialistes sectoriels" et après avoir formé des groupes de travail externes à l'administration, composés de spécialistes de toute la Suisse, la DDA en vint en 81/82 à une structure formalisée, celle de l'appui sectoriel.

Les collaborateurs des sections géographiques (des généralistes ayant des origines professionnelles variées, des économistes, des historiens, des ingénieurs agronomes ou ingénieurs en génie rural etc.) furent appuyés par des collaborateurs spécialisés externes aux sections. Trois buts étaient ainsi visés:

- la retransmission de connaissances spécifiques par la création d'un réseau de relations extérieures, nationales et internationales,
- la prise en compte optimale de connaissances sectorielles dans le travail des projets,
- la mise en valeur d'expériences spécifiques dans les secteurs de travail les plus importants.

L'appui sectoriel était intégré dans chaque division opérationnelle jouant le rôle de conseiller.

Lors de la réorganisation de la DDA en 1985, le concept du soutien sectoriel a été renforcé. Les services sectoriels ont été établis et reçu une fonction opérationnelle clairement définie. Ils ont été regroupés en une division opérationnelle spécifique. Ce renforcement a permis d'établir des politiques sectorielles donnant des directives à caractère obligatoire à tous les services et sections de la DDA.

Actuellement, les services sectoriels existant sont les suivants (voir l'organigramme du 1 février 1991):

- analyse financière et économique
- agriculture
- forêt, écologie et énergie
- ressources humaines
- industrie, formation professionnelle et développement urbain
- eau, infrastructures
- bourses et cours
- relations ingénieurs conseil

La collaboration entre deux divisions géographiques (Asie et Afrique/Amérique latine) et la Division Services sectoriels fonctionne depuis 1985 selon les principes suivants:

- de préciser les responsabilités,
- d'assurer les compétences professionnelles et du contexte géographique,
- d'organiser le teamwork autour de tâches complexes.

Une révision interne du système matriciel a été examinée en janvier 1991 lors d'un séminaire, qui s'occupait exclusivement de la question pour assurer mieux encore la mise en valeur des expériences sectorielles, géographiques et méthodologiques. Les résultats du séminaire conduiront en juin 1991 à des décisions organisationnelles. Comme tendance principale se dégage l'intégration accrue des compétences sectorielles dans les sections géographiques. Des expériences condensés dans des politiques sectorielles doivent être adaptés aux conditions locales. Les collaborateurs des sections géographiques qui se spécialisent professionnellement, sont reliés à des services sectoriels centraux réunis dans une même division.

Conclusion

La DDA dans son évolution organisationnelle se tient au pragmatisme helvétique. Elle a pris en considération des expériences d'autres agences d'aide. L'exemple de la Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (GTZ) en République fédérale allemande, qui a restructuré à fond son organisation, nous a montré les coûts élevés que cela provoque dans le terrain et à la centrale.

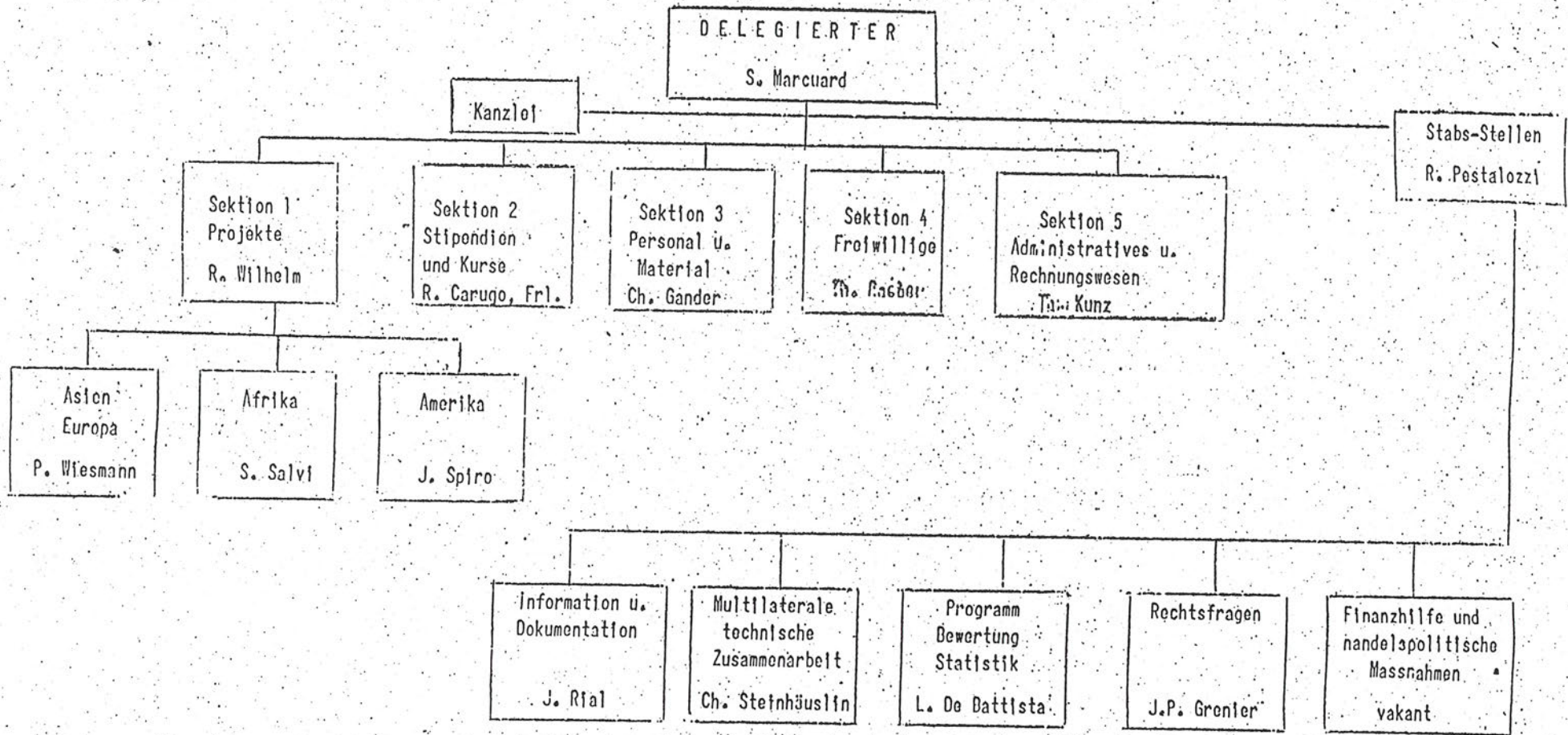
Le schéma directeur de la DDA qui est remis à cette même occasion à la Commission de gestion, contient dans la partie

"Organisationsentwicklung" la substance de l'expérience accumulée (voir chapitre 5.1 et 5.2). Le test d'une structure organisationnelle c'est l'accomplissement efficace des tâches. Le volume croissant et les exigences qualitatives de plus en plus complexes ont été surmontés par la DDA avec les étapes décrites dans le développement de son organisation.

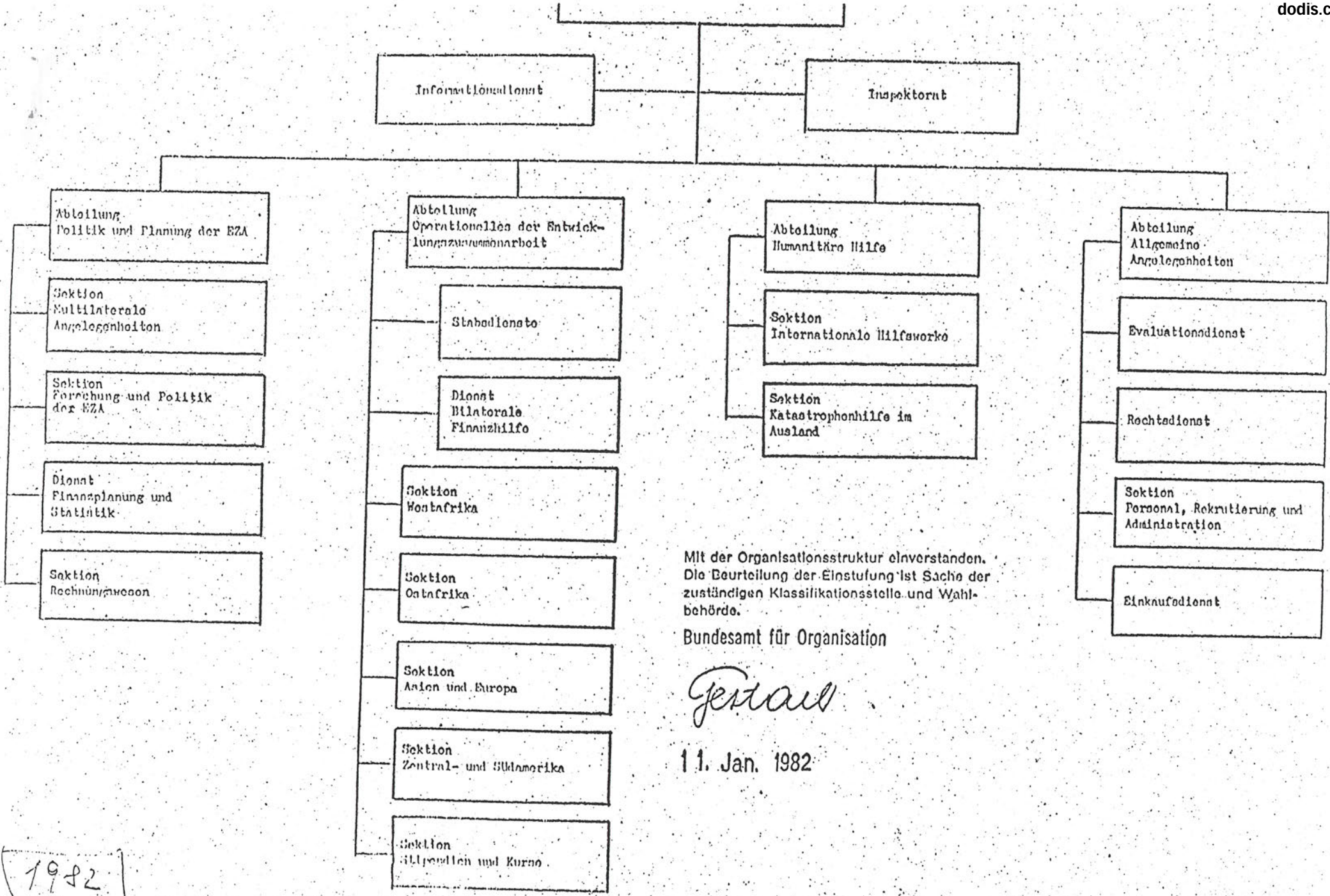
Annexes: - Organigrammes de 1967, 1982 et 1991

25 November 1967

ORGANISATIONSSCHEMA



1967



Mit der Organisationsstruktur einverstanden.
 Die Beurteilung der Einstufung ist Sache der
 zuständigen Klassifikationsstelle und Wahl-
 behörde.

Bundesamt für Organisation

gestalt

11. Jan. 1982

1982

DDA Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire

Approbation: (Date, Signature)

Organigramme au 1er février 1991

F.R. Staehelin (sig. 7.12.1990)
Directeur DDA

R. Schaller
SG DFAE

202.01	Etat du Personnel	Effectif approuvé Réserve (Surplanification / Chevauchements) Places réparties	204,50 3,50 201,00
--------	-------------------	--	--------------------------

000	Direction	12,50 4,50
010	Service Information	4,00
	Betf D., Adjoint scient.	
	Staehelin F.R. Directeur Wilhelm R. Dir. suppl.	
	Imperiali G. Assistante	
020	Service Inspection	4,00
	Binder F., Adjoint scient.	

100	Division Polit. et planif. coop. dev.	29,50 1,00
	Giovannini J.F., Sous-direct.	
110	Section Affaires multilatérales	7,00
	Rohner, F., Chef de section	
120	Section Recherche et politique	9,00
	Hadorn A., Chef de section	
130	Section Finances et comptabilité	11,00 2,00
	Gygax P., Chef de section	

200	Division opérat. Asie	22,00 1,00
	Wilhelm R., Directeur suppl.	
210	Section Asie I	8,50
	Chappatte S., Chef de sect.	
220	Section Asie II	7,50
	Gautschi R., Chef de section	

300	Division opérat. Afr., Amérique lat.	39,00 1,00
	Cart H.Ph., Chef de division	
310	Section Afrique occidentale	9,00
	Bisaz A., Chef de section	
320	Section Afrique orientale	10,00
	Hartmann A., Chef de sect.	
330	Section Amérique latine	8,00
	Veglio P., Chef de section	

400	Division opérat. Services sectoriels	31,00 5,50
	Cürat L., Chef de division	
410	Section Coopérat. financière	7,50
	Hafner O., Chef de section	
420	Section Bourses et cours	4,00
	Patà P., Chef de section	
430	Service sectoriel Agriculture	4,00
	Egger P., Adjoint scient.	

440	Se. se. Ressources humaines	2,50
	(vacance)	
450	Se. se. Industr., form. prof., dev. urb.	3,00
	Künzi P., Adjoint scient.	
460	Se. se. Forêt, écologie, énergie	2,00
	Wiederkehr Th., Adj. scient.	
470	Service sectoriel Eau, infrastruct.	1,50
	Peter P., Adjoint scient.	
480	Service Relations ingénieurs conseil	1,00
	Moser E., Adjoint scient.	

500	Division Affaires générales	36,00 2,00
	Dannecker R., Sous-directeur	
510	Section Evaluation	4,50
	Vögele K., Chef de section	
520	Service Juridique	2,00
	Geiger Ch., Adjoint scient.	
530	Section Personnel	21,00 2,50
	Jaggi H., Chef de section	

600	Division Aide humanitaire	31,00 2,00
	Raedersdorf Ch., Délég. ASC	
610	Organes d'état-major ASC	7,00
	Frisch T. (a.i.)	
620	Section Personnel et formation ASC	5,00
	Buschan Chr., Chef de sect.	
630	Section Mat et techn. d'engagem.	8,00 1,00
	Bucher F. (a.i.)	

131	Service Comptes et payments	3,00
	Soltermann R., Chef de serv.	
132	Service Révision, conseil finances	6,00
	Jost H., Chef de service	
140	Service Politique sociale	1,50
	Cornaz J., Adjointe scient.	

	Bureaux de coordination	5,00
211	New Delhi (+ Bangalore)	
212	Islamabad	
213	Dhaka	
221	Jakarta	
222	Kathmandu	
223	Bangkok	

340	Service Volontaires privés	1,00
	Schumacher W., Chef de serv.	
	Bureaux de coordination	10,00
311	N'Djamena	
312	Cotonou	
313	Bamako	
314	Ougadougou	
315	Praie	
316	Niamey	
317	Accra	
321	Hairobi	
322	Dar es Salaam	
323	Kigali	
324	Antananarivo	
325	Maputo	
331	Lima	
332	Tegucigalpa	
333	La Paz	
334	Quito	

440	Se. se. Ressources humaines	2,50
	(vacance)	
450	Se. se. Industr., form. prof., dev. urb.	3,00
	Künzi P., Adjoint scient.	
460	Se. se. Forêt, écologie, énergie	2,00
	Wiederkehr Th., Adj. scient.	
470	Service sectoriel Eau, infrastruct.	1,50
	Peter P., Adjoint scient.	
480	Service Relations ingénieurs conseil	1,00
	Moser E., Adjoint scient.	

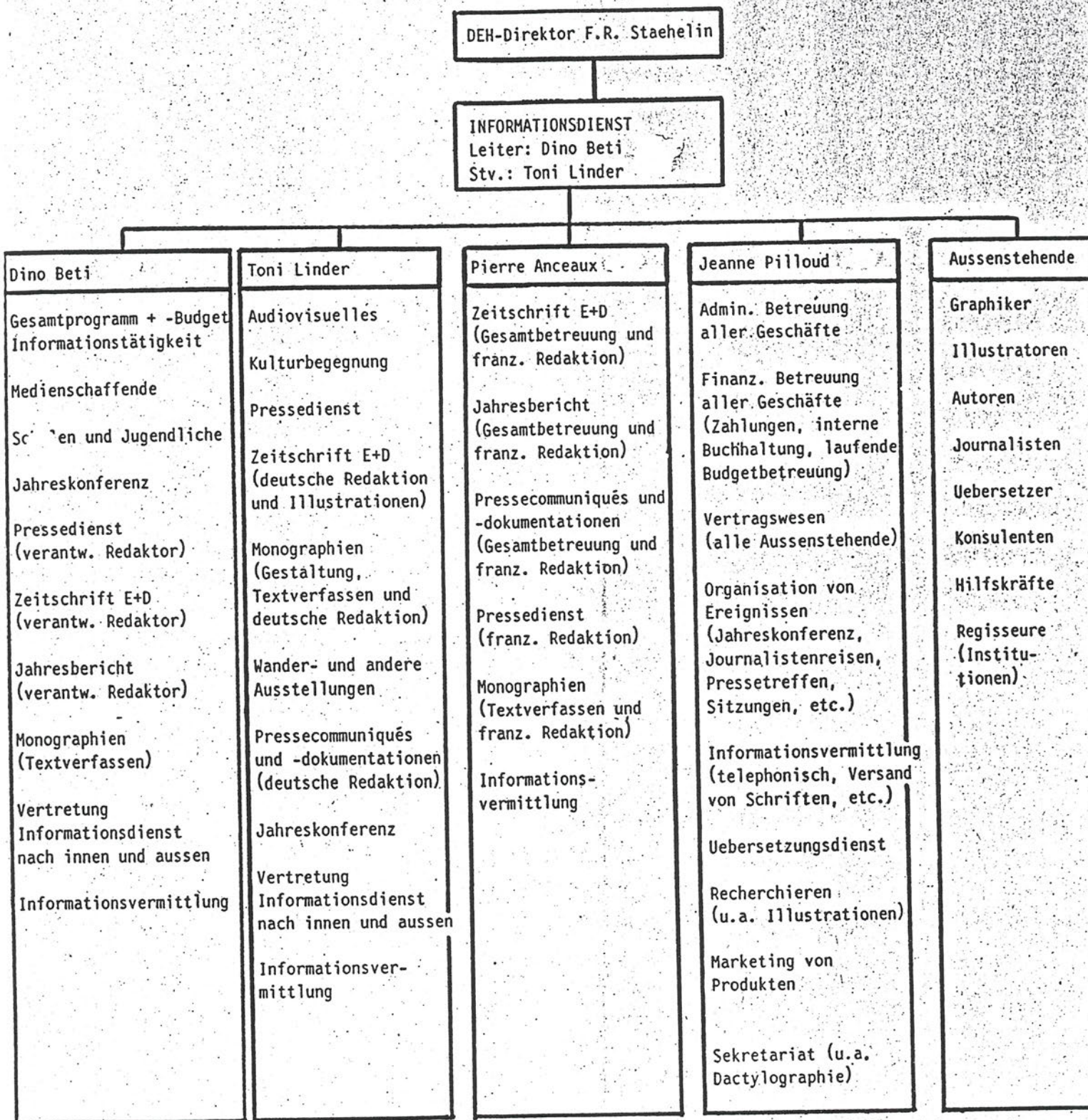
540	Section Informatique	6,50 1,50
	Stricker H.R., Chef de sect.	
541	Service TED	3,00
	Hirsbrunner M., Chef de serv	
542	Service Bureautique	2,00
	Birrer A., Chef de service	

531	Service Formation	2,00
	Luder W., Chef de serv.	
532	Service Recrutem. et gestion	7,00
	Scheidegger H., Chef de serv	
533	Service Salaires, décompt., mandats	3,50
	Rüfenacht E., Chef de serv.	
534	Chancellerie	6,00
	Beutter O., Chef de service	

631	Service Matériel et transport ASC	4,00
	Bucher F., Chef de serv.	
632	Service Achats coopérat. au dev	3,00
	Bärtschi H., Chef de serv.	
640	Section Aide hum. et aliment.	9,00
	Schellenberg H., (a.i.)	

1991

STELLENPLAN INFORMATIONSDIENST DEH (Juli 1990)



EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FUER AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

NATIONALRAT

Geschäftsprüfungskommission

FRAGEN zur Prüfung des Geschäftsberichtes 1990

III Einzelfragen:

Kommunikationsmittel

5. Die Sektion wünscht den am 21.5.1990 auf Ende 1990 verlangten Bericht über die Bemühungen des Departementes zur Verbesserung seiner Kommunikationsmittel.

A N T W O R T

1. Einleitung

Obwohl grosse Anstrengungen unternommen und die Budgets voll ausgeschöpft wurden, sind immer noch viele unserer Vertretungen nicht mit genügenden Kommunikationsmitteln ausgerüstet.

Zwei Hauptgründe sind die Ursache dieses Umstandes: Einerseits die eingeschränkten finanziellen Mittel und andererseits zuwenig Personal. Dies führt dazu, dass verschiedene Projekte nur verzögert realisiert werden können und Gefahr laufen, schon kurz nach der Realisierung veraltet zu sein. Eine Möglichkeit, den personellen Engpass zu überbrücken, bestünde im vermehrten Vergeben von Aufträgen an Dritte. Der finanzielle Rahmen ist jedoch zu eng, um dies in grösserem Ausmass durchführen zu können. Zudem besteht bei diesem Vorgehen die Gefahr, dass dem Departement viel "know how" verloren geht, was wegen der daraus resultierenden Abhängigkeit und zum Teil wegen des Sicherheitsrisikos problematisch ist.

Zusammengefasst lässt sich sagen: Die Kommunikationsmittel unserer Vertretungen lassen sich mittelfristig auf einen akzeptierbaren Stand bringen, sofern die personellen und finanziellen Mittel grosszügiger zur Verfügung gestellt werden.

Ein gewisser unterschiedlicher Ausbaustand der Kommunikationsmittel ist wegen der diversen lokalen Gegebenheiten (sprich Infrastrukturen der betroffenen Länder), der verschiedenen Bedürfnisse und der soeben geschilderten Engpässe personeller und finanzieller Natur kaum zu umgehen. Ein Niveau, das ein rationelleres und verbessertes Arbeiten erlaubt, ist hingegen überall anzustreben. Das Departement pflichtet insofern der Geschäftsprüfungskommission voll bei.

Der Ausbaustand und die Ausbauschritte sehen wie folgt aus:

2. Situationsbericht

Bei den 150 Vertretungen des EDA, wo Schweizer Personal arbeitet, präsentiert sich die Uebermittlungssituation wie folgt:

2.1. Telex/Datenübertragung

Der Telex bildet nach wie vor das Rückgrat unserer drahtgebundenen Uebermittlung, da gerade in Ländern der Dritten Welt mit schlechten Infrastrukturen dieser oft das einzige funktionierende Kommunikationsmittel ist. Zur Zeit sind 126 Vertretungen mit Telex ausgerüstet, 113 davon mit den entsprechenden Chiffriergeräten.

In Industrieländern verlagert sich die Kommunikation immer mehr Richtung Datenübertragung. Bei der Wahl des neuen Chiffriersystems wurde diesem Umstand Rechnung getragen. Das neue Chiffriersystem, dessen Auslieferung Ende 1991 beginnt und das innert dreier Jahre eingeführt werden soll, kann für Telex- und Datenverkehr benutzt werden. Es kann nämlich ans Telex- und ans Telefonnetz angeschlossen werden. Es wird ferner wesentliche Erleichterungen bieten. So kann auf den Lochstreifen - abgesehen von wenigen Spezialfällen - verzichtet werden. Das neue Chiffriersystem ist mit Textverarbeitung und weiterem Schreibkomfort ausgerüstet. Schliesslich ist die Chiffriersicherheit wesentlich höher und das Keymanagement einfacher und sicherer als beim heutigen Gerät.

Die Finanzierung ist im Rahmen des Budgets 1991 und des Finanzplans 1992/1993 gesichert. Proleme bietet noch die personelle Situation für die Installation und Einführung dieser Systeme in möglichst kurzer Zeit, da dies mit dem heute vorhandenen Personal nicht möglich sein wird.

2.2. Telefax

Der Telefax hat in den letzten Jahren sprunghaft an Bedeutung zugenommen. Er bildet denn auch unser zweites, den Telex ergänzendes Kommunikationsmittel der Vertretungen. Mit Ausnahme der drei Botschaften in Luanda, Tripoli und Havanna sind inzwischen sämtliche Berufsvertretungen mit Telefax ausgerüstet. Diese drei Missionen werden, sofern die örtliche Telefonverbindung einen vernünftigen Telefaxverkehr zulässt, bis Mitte 1991 ebenfalls ausgerüstet sein.

Letztes Jahr wurde die Chiffrierung auch beim Telefax erneuert. Inzwischen konnten 18 Vertretungen mit entsprechenden Chiffriergeräten ausgerüstet werden. Eine weitere Tranche von Chiffriergeräten wird diesen Herbst ausgeliefert, so dass im Laufe des Jahres 1992 ca. 50 Vertretungen chiffrierte Telefax-Meldungen übermitteln können.

Der Telefaxverkehr dient aber in erster Linie dem Verkehr zwischen den Vertretungen und Dritten, da für die Verbindung mit der Zentrale die Telex- bzw. Datenübertragung erste Priorität hat.

Die Finanzierung ist gesichert.

2.3. Botschaftsfunk

Bis Ende 1991 werden ca. 70 Vertretungen mit dem Botschaftsfunk ausgerüstet sein. Damit wird auch die gegenwärtige Gerätegeneration verbaut sein. Die neue Generation von Botschaftsfunkgeräten wird erst in der zweiten Hälfte der Neunzigerjahre verfügbar sein, so dass im Endausbau alle Botschaften und multilateralen Missionen ums Jahr 2000 direkt mit den neuen Systemen ausgerüstet sein werden.

Die Finanzierung des Botschaftsfunks geschieht mittels Krediten des EMD, die grundsätzlich noch nicht gesichert sind. Personalmässig bestehen wegen des Botschaftsfunks von Seiten des EDA keine Forderungen.

2.4. Satellitenübertragung

Durch Verzögerungen beim Satellitenbetreiber INMARSAT musste der geplante Ausbau bei unseren Vertretungen etwas zurückgesteckt werden. Zur Zeit sind zwei Vertretungen mit solchen Terminals ausgerüstet, bei weiteren drei Vertretungen sollten noch dieses Jahr Systeme installiert werden.

Das Ausbautempo könnte wesentlich erhöht werden, wenn mehr Personal verfügbar wäre und entsprechend höhere Beträge für den finanziellen Aufwand budgetiert werden könnten.

2.5. Lokalfunk

Zur Zeit sind 26 Vertretungen mit Lokalfunk ausgerüstet. Das Departement ist dabei bestrebt, möglichst mit Relaisstationen zu arbeiten, damit mittels portabler Funkgeräte innerhalb der betreffenden Stadt oder Region ein unkomplizierter, von der Infrastruktur Dritter unabhängiger Funkverkehr ermöglicht wird. Einzelne Geräte können in Krisensituationen auch an Verbindungsleute der Schweizerkolonie abgegeben, oder als Verbindung zu Vertretungen anderer Länder benutzt werden.

Der Ausbau ist solange fortzusetzen, bis die Vertretungen in Krisengebieten und in Ländern mit ungenügender Telefon-Infrastruktur ausgerüstet sind.

Der Ausbau könnte wesentlich beschleunigt werden, wenn genügende personelle und finanzielle Mittel verfügbar wären.

2.6. Satelliten-Fernsehen

Der Ausbau geht im Rahmen des beim AFB budgetierten Kredits planmässig vor sich. Die Installationen werden entweder durch Dritte, durch Lokalfirmen oder durch eine Schweizer Firma ausgeführt. Es werden pro Jahr ca. vier Vertretungen ausgerüstet. Priorität haben dabei jene Botschaften, die kommunikationsmässig besonders benachteiligt sind.

Eine wesentliche Beschleunigung des Ausbaus wäre möglich, wenn die Budgets und die personellen Kapazitäten beim EDA erhöht werden könnten. Auch bei Vergabe von Aufträgen an Dritte entsteht eine Mehrbelastung des Personals für Planung und Kontrolle der Projekte.

2.7. Automatisierung des Telegrammdienstes (TELEPRINT)

Das Projekt TELEPRINT, das eine Automatisierung und Effizienzsteigerung des Telegrammdienstes in Bern bringen soll, läuft dieses Jahr an. Bis Ende 1991 sollte ein Versuchsbetrieb für den Telex/ Daten-Teil möglich sein. In einer zweiten Phase ist die Automatisierung des Telefaxverkehrs vorgesehen.

TELEPRINT wird über das EDV-Budget finanziert. Sofern dieses Budget nicht entsprechend aufgestockt wird, ist ein rascher Endausbau in Frage gestellt.

* * * * *

Der Bericht erfolgt erst jetzt, da die zuständige Direktion keine Kenntnis des Briefes vom 21. Mai 1990 hatte.

6.3.1991-IT/STN/CHC

DEPARTEMENT FEDERAL
DES AFFAIRES ETRANGERES

CONSEIL NATIONAL

Commission de gestion

Questions pour l'examen du rapport de gestion 1990

III Questions:

Moyens de communication

5. La section désire le rapport sur les efforts déployés par le Département pour améliorer la communication, rapport qu'elle avait demandé le 21 mai 1990 pour la fin de cette même année.

R E P O N S E

1. Introduction

Bien que de gros efforts aient été entrepris et que l'on ait eu entièrement recours aux crédits alloués, beaucoup de nos représentations sont encore dépourvues de moyens de communication suffisants.

Deux raisons principales en sont la cause: les moyens financiers limités mis à disposition et un manque de personnel. Cela a pour conséquence que différents projets subissent des retards et risquent fort d'être dépassés peu après leur achèvement. Les problèmes de personnel pourraient être résolus en confiant davantage de tâches à des tiers. Les moyens financiers à disposition sont cependant trop faibles pour pouvoir permettre une telle démarche sur une grande échelle. De plus, un tel procédé fait courir au département le risque d'une importante perte en " know how ", ce qui s'avère problématique vu le rapport de dépendance et le risque accru en matière de sécurité qui en résulteraient.

En résumé, on peut dire que le système de communication de nos représentations pourrait atteindre à moyen terme un niveau acceptable, à condition toutefois que davantage de ressources financières et de personnel soient mis à disposition.

On ne peut guère éviter un développement différencié dans l'avancement des travaux touchant aux moyens de communication du fait des conditions locales différentes (soit au niveau des infrastructures des pays concernés), des besoins variés qui se font jour et des goulets d'étranglement mentionnés précédemment en matière de personnel et de moyens financiers. Par contre, il convient de s'efforcer d'atteindre un niveau qui permette d'amélio-

rer et de rationaliser le déroulement du travail. A cet égard, le département partage entièrement l'avis de la commission de gestion.

L'état de l'avancement des travaux et les étapes de leur réalisation se présentent comme suit:

2. Rapport de situation

Le système de communication est le suivant pour ce qui concerne les 150 représentations du DFAE dans lesquelles du personnel suisse travaille:

2.1. Télex/traitements des données

Aujourd'hui encore, le télex représente la colonne vertébrale de notre système de transmission par câble, du fait qu'il constitue souvent le seul moyen de communication dans les pays du tiers monde, souvent équipés de mauvaises infrastructures. A l'heure actuelle, 126 représentations sont équipées de télex et 113 d'entre elles sont munies d'appareils de chiffrage.

Les moyens de communication dans les pays industrialisés se concentrent de plus en plus dans le domaine de la communication des données. Il a été tenu compte de cette situation lors du choix du nouveau système de chiffrage. Ce nouveau système, dont la livraison commencera à la fin de 1991 et qui devrait être introduit en l'espace de trois ans, peut être utilisé pour les télex et la transmission de données. De fait, il peut être connecté au réseau des télex et des téléphones. Il apportera par ailleurs d'importantes facilités. Ainsi, mis à part quelques cas spéciaux, on pourra renoncer aux bandes perforées. Le nouveau système de chiffrage est équipé du traitement de textes et d'autres facilités permettant une meilleure rédaction. Enfin, le système de chiffrage est beaucoup plus perfectionné du point de vue de la sécurité et le " keymanagement " est plus simple et plus sûr qu'avec l'équipement actuel.

Le financement de ce système est assuré par le budget 1991 et le plan de financement 1992/93. La situation en matière de personnel pose encore des problèmes pour ce qui concerne l'installation et l'introduction de ce système dans un temps relativement court car cet objectif ne pourra se réaliser avec le personnel qui est aujourd'hui disponible.

2.2. Telefax

Le téléfax a rapidement pris une importance considérable ces dernières années. Tout en étant complémentaire au télex, il représente notre second moyen de communication. Exception faite de trois ambassades à Luanda, à Tripoli et à La Havane, toutes les représentations sont équipées de téléfax. Ces trois missions seront également équipées d'ici la mi-1991 pour autant que le réseau téléphonique local permette la mise sur pied d'un système de communication par téléfax efficace.

L'année dernière, le système de chiffrage du téléfax a également été rénové. Dans l'intervalle 18 représentations ont pu être équipées d'appareils de chiffrage. Un lot additionnel d'appareils de chiffrage sera livré cet automne de sorte qu'au cours de l'année 1992 environ 50 représentations pourront transmettre des nouvelles par téléfax chiffré.

Le système de téléfax sert en premier lieu de moyen de transmission entre les représentations et les tiers du fait que pour la communication avec la centrale le télex respectivement la transmission de données est prioritaire.

Le financement est assuré.

2.3. Réseau-radio des ambassades

Jusqu'à la fin 1991, environ 70 représentations seront équipées de système radio. Le stock de la génération actuelle d'appareils sera ainsi totalement mis en fonction. La nouvelle génération d'appareils de réseau-radio pour nos ambassades ne sera disponible qu'à partir de la seconde moitié des années 90, de sorte que vers l'an 2000, à la fin des travaux d'équipement, toutes les ambassades et les missions multilatérales seront équipées des nouveaux systèmes.

Le financement du réseau-radio des ambassades s'effectue par le biais des crédits du DMF. Ceux-ci ne sont en principe pas encore garantis. Du point de vue du personnel, il n'y a pas de demandes de la part du DFAE relatives au réseau-radio des ambassades.

2.4. Transmission par satellites

En raison de retard d'opérations liées à la gérance du système de satellites INMARSAT, le programme d'installation prévu pour nos représentations s'en est trouvé quelque peu retardé. A l'heure actuelle, deux de nos représentations sont équipées de tels terminaux. Ce système sera installé cette année encore dans trois autres de nos représentations.

Le rythme de l'équipement de nos représentations pourrait être accéléré de manière substantielle si davantage de personnel était mis à notre disposition et si des montants plus généreux pouvaient être prévus au budget pour en assurer le financement.

2.5. Radio locale sans fil

Actuellement, 26 représentations sont équipées de radios locales sans fil. Le département s'efforce de travailler dans la mesure du possible avec des stations relais afin d'établir, au moyen d'appareils radios portables, un système de radio qui soit indépendant de l'infrastructure de tiers dans la ville ou dans la région concernée. Des appareils particuliers pourront être remis dans des situations de crise à des Suisses assurant la liaison avec la colonie ou pourront être utilisés comme moyen de communication avec les représentations d'autres pays.

L'équipement du réseau devra être poursuivi tant que les représentations situées dans des régions de crise et dans des pays ne disposant pas d'infrastructure téléphonique suffisante ne seront pas encore équipées.

L'équipement pourrait être accéléré de manière significative si suffisamment de moyens financiers et de personnel étaient mis à disposition.

2.6. Télévision par satellite

L'équipement s'effectue selon le plan prévu par les crédits de l'OFC. Les installations seront effectuées par des tiers, par des entreprises locales ou par une entreprise suisse. Environ quatre représentations seront équipées chaque année. Priorité est cependant donnée aux ambassades qui sont particulièrement désavantagées sur le plan des moyens de communication.

Une accélération importante des travaux serait possible si les crédits et les capacités en personnel du DFAE pouvaient être augmentés. La délégation de tâches à des tiers entraîne également une charge supplémentaire pour le personnel au regard de la nécessité de planifier et de contrôler les projets.

2.7. Automatisation du service des télégrammes (TELEPRINT)

Le projet TELEPRINT débute cette année. Il devrait permettre d'automatiser et d'améliorer l'efficacité du service de télégrammes à Berne. Jusqu'à la fin 1991, une mise en service à l'essai devrait être possible pour la partie concernant les données, respectivement le télex. Dans une deuxième phase il est prévu d'automatiser le service du téléfax.

TELEPRINT sera financé par le budget du TED. Dans la mesure où ce budget n'est pas adapté en conséquence, la question d'un achèvement rapide du système reste posée.

* * * *

Le rapport n'est rendu qu'aujourd'hui, vu que la direction compétente n'avait pas connaissance de la lettre du 21 mai 1990.